Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE

RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Répondre aux défis climatiques et soutenir le développement durable

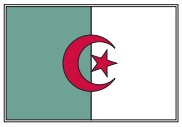
Automne 2025

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Répondre aux défis climatiques et soutenir le développement durable

Automne 2025



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de People Image Studio/ShutterStock.com (haut), Kitreel/ShutterStock.com (centre gauche), hamdi bendali/ShutterStock.com (centre droite), et samir sadoune/ShutterStock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et acronymes vii
Remerciements ix
Résumé analytique xi
Executive Summary xv
ملخص تنفيذي xvii

Chapitre 1 : Développements économiques récents 1
Une croissance hors hydrocarbures robuste et intersectorielle s'est poursuivie au premier semestre 2025, soutenue par un investissement dynamique et une consommation privée solide 1
La production de pétrole brut a augmenté lentement au premier semestre 2025, tandis que les exportations de gaz ont reculé, pesant sur les recettes d'hydrocarbures 3
Le déficit du compte courant s'est creusé au premier semestre 2025 sous l'effet de la hausse des importations liées à l'investissement et de la contraction des exportations 5
Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024 sous l'effet de la contraction des recettes d'hydrocarbures et a été en grande partie financé par les économies pétrolières 8
Portée par la baisse des prix des produits alimentaires, l'inflation a poursuivi sa décélération aux neuf premiers mois de l'année 2025 10

Chapitre 2 : Perspectives et risques 13
Une expansion soutenue hors hydrocarbures devrait se poursuivre en 2025 et 2026 13
Les déficits budgétaire et extérieur demeureraient élevés dans un contexte de prix des hydrocarbures relativement faibles 14
La volatilité des prix des hydrocarbures et la montée des tensions géopolitiques constituent des risques majeurs pour les perspectives économiques 16

Chapitre 3 : Agir face aux défis climatiques et au service du développement durable 17
Les risques climatiques appellent une stratégie de développement axée sur la résilience et l'adaptation 17
La stratégie de croissance de l'Algérie devrait également tenir compte des efforts mondiaux de décarbonation 19

Annexe 1 : Dernières sections spéciales des notes de suivi de l'économie algérienne 25

Bibliographie 29

Liste des figures

Figure 1 La vigueur de l'investissement a stimulé les importations... 2
Figure 2 ...tandis que la consommation des ménages a soutenu les services et que la production agricole est restée résiliente 2
Figure 3 Les données satellitaires sur les lumières nocturnes indiquent un dynamisme interrégional au cours des neuf premiers mois de 2025 3
Figure 4 ...avec la région du Nord-Centre contribuant le plus à la croissance hors hydrocarbures 3
Figure 5 La production de pétrole a progressé lentement avec la hausse des quotas, tandis que la production et les exportations de gaz se sont contractées... 4
Figure 6 ...et les prix sont restés à des niveaux relativement bas 4
Figure 7 Les données satellitaires sur les lumières nocturnes indiquent un dynamisme interrégional au cours des neuf premiers mois de 2025 6
Figure 8 ...avec la région du Nord-Centre contribuant le plus à la croissance hors hydrocarbures 6
Figure 9 Les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur manufacturier sont en hausse... 6
Figure 10 ...tandis que l'industrie automobile s'est imposée comme un important moteur de création d'emplois 6
Figure 11 La forte croissance de l'investissement a stimulé les volumes d'importation 7
Figure 12 ...tandis que les prix se sont légèrement repliés 7
Figure 13 Les données de suivi maritime indiquent que les volumes d'exportation demeurent faibles... 8
Figure 14 ...tandis que l'expansion des importations s'est poursuivie 8
Figure 15 Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2024 sous l'effet de la contraction des recettes issues des hydrocarbures... 10
Figure 16 ...mais il a été financé grâce aux réserves issues des revenus pétroliers, et la dette publique n'a augmenté que modérément 10
Figure 17 L'inflation a poursuivi son ralentissement aux neuf premiers mois de l'année 2025 10
Figure 18 Les taux de change sont restés stables, mais les primes du marché parallèle se sont accrues 11
Figure 19 La croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée 11
Figure 20 Les températures moyennes ont fortement augmenté au cours des dernières décennies en Algérie 18
Figure 21 ...et les températures extrêmes sont devenues beaucoup plus fréquentes ces dernières années 18
Figure 22 La diminution des précipitations a entraîné une baisse du niveau de satisfaction hydrique des cultures... 18
Figure 23 ...et l'exposition aux épisodes de sécheresse touche principalement les populations du Nord 18
Figure 24 Le nombre d'incendies de forêt a augmenté... 19
Figure 25 ...tandis que les inondations constituent également un risque, notamment dans les régions du Nord 19
Figure 26 Les émissions de l'Algérie sont supérieures à celles des autres pays d'Afrique du Nord, mais inférieures à celles des producteurs de pétrole de la région MENA 20
Figure 27 ...malgré des hausses marquées accompagnant une croissance économique soutenue 20
Figure 28 L'Algérie a enregistré en 2024 la deuxième plus forte réduction mondiale du torchage de gaz... 22
Figure 29 ...résultant à la fois d'une baisse de la production et d'une diminution de l'intensité du torchage 22

Liste des encadrés

Encadré 1 Évolution de l'investissement direct étranger 5
Encadré 2 Efforts récents de numérisation et de modernisation de l'administration fiscale 9
Encadré 3 La budgétisation axée sur la performance en Algérie 14
Encadré 4 Le régime simplifié de l'impôt sur le chiffre d'affaires 15
Encadré 5 La réduction du torchage du gaz en Algérie 21

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

BdA	Banque d'Algérie
BM	Banque mondiale
DZD	Dinar algérien
EPE	Entreprises publiques économiques
EPT	Espaces de programmation territoriale
EUR	Euro
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FRR	Fonds de régulation des recettes
GNL	Gaz naturel liquéfié
IDE	Investissements directs étrangers
IPC	Indice des prix à la consommation
IPP	Indice des prix à la production
JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations
M2	Masse monétaire agrégée (billets, dépôts à vue et à terme)
Mb/j	Milliers de barils par jour
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MTEP	Million de tonnes équivalent pétrole
NASA	Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace
ONS	Office national des statistiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPEP+	OPEP et pays partenaires non-membres
PIB	Produit intérieur brut
S1	Semestre 1
S2	Semestre 2
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
USD	Dollar des États-Unis
VA	Valeur ajoutée

REMERCIEMENTS

Ce rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie rend compte des principaux développements et politiques économiques récents. Il les situe dans un cadre à la fois global et de long terme, puis évalue les implications de ces évolutions pour les perspectives économiques de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs économiques ainsi qu'à la communauté d'analystes et de professionnels travaillant en ou sur l'Algérie. Le rapport est divisé en trois chapitres. Le chapitre 1 présente les évolutions macroéconomiques de l'Algérie au cours de l'année 2024 et du premier semestre 2025, le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne, et le chapitre 3 examine le rôle de l'évolution du climat et de la transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone dans le développement économique de l'Algérie. **La date limite de saisie des données et de finalisation des projections utilisées dans ce rapport est le 23 novembre 2025.**

Le rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie est un produit de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du pôle d'expertise global Politique Économique du Groupe de la Banque mondiale. Il a été préparé par Amel Henider, Daniel Prinz et Sabiha Tiguercha, sous la direction de Jasmin Chakeri et Abdoulaye Sy. L'encadré 1 sur l'investissement direct étranger a été préparé par Michiel Van Acoleyen. L'encadré 2 sur les réformes de l'administration fiscale a été préparé par Faycal Ait Abdellouhab et Ashima Neb. L'encadré 3 sur la budgétisation axée sur la performance a été préparé par Rim Kanzari et Rahma Jandoubi. L'équipe remercie Ahmadou Moustapha Ndiaye (Directeur de la division Maghreb et Malte) et Cemile Hacibeyoglu (Représentante résidente pour l'Algérie) pour leurs commentaires précieux lors de l'examen de ce rapport. L'équipe remercie également Véronique Salins (FMI) et Gian Plebani (FMI) pour leur relecture et leurs commentaires sur le rapport et Zeina Alsharkas et Khaled Alhmoud pour leur relecture de la traduction arabe. L'équipe de la Banque mondiale remercie tout particulièrement le ministère des Finances de l'Algérie pour ses observations sur le contenu du rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'il représente. Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de cette publication, veuillez consulter le site https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria. Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Daniel Prinz (dprinz@worldbank.org) et Jasmin Chakeri (jchakeri@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La croissance robuste hors hydrocarbures s'est poursuivie au premier semestre 2025 et l'inflation a ralenti, mais les pressions extérieures et budgétaires demeurent importantes

Au premier semestre 2025, les secteurs hors hydrocarbures et la vigueur de l'investissement ont soutenu la croissance économique. Après des expansions de 4,1 % en 2023 et de 3,7 % en 2024, la croissance du PIB a progressé de 4,1 % en glissement annuel au premier semestre 2025, soutenu par la dynamique de la croissance hors hydrocarbures. La croissance de l'investissement s'est encore accélérée, stimulant les importations, tandis que la consommation des ménages est restée solide malgré un ralentissement de la consommation publique. Les données satellitaires basées sur les lumières nocturnes suggèrent une croissance robuste et généralisée des secteurs hors hydrocarbures au premier semestre 2025. Cette croissance a été généralisée, soutenue par une production agricole résiliente et une expansion du secteur des services portée par la demande des ménages, tandis que le PIB des hydrocarbures s'est contracté de 2,0 %.

L'inflation a continué de ralentir aux neuf premiers mois 2025, sous l'effet de la baisse des prix alimentaires. Après avoir atteint 9,3 % en 2022 et 2023, l'inflation est tombée à 4,0 % en 2024. Elle a poursuivi sa décélération aux neuf premiers mois 2025 pour s'établir à 1,7 % en glissement annuel, en raison de la baisse des prix alimentaires. La prime du marché parallèle pour le dollar américain s'est encore creusée, passant d'une estimation de 67,7 % en 2024 à 75,4 % sur les neuf premiers mois de 2025. La croissance de la masse monétaire a ralenti et le crédit au secteur privé est resté solide sur la même période. La Banque d'Algérie a abaissé le taux directeur de 3 % à 2,75 % et le taux de réserve obligatoire de 3 % à 2 % fin août 2025.

La baisse des exportations d'hydrocarbures, conjuguée à l'augmentation des importations stimulée par l'investissement, a exercé une pression significative sur la balance extérieure au premier semestre 2025. L'Algérie a enregistré en 2024 son premier déficit courant en trois ans, en raison de la réduction de la production et des exportations d'hydrocarbures liée aux quotas de l'OPEP. Le déficit s'est fortement creusé au premier semestre 2025, atteignant 10,5 milliards USD, contre 2,9 milliards USD (1,1 % du PIB) en 2024, reflétant la baisse des prix et des volumes d'exportation d'hydrocarbures ainsi que la hausse dynamique des importations stimulée par l'investissement. Les réserves de change s'établissaient à 15,0 mois d'importations fin 2024, contre 16,4 mois un an plus tôt, et auraient encore diminué au premier semestre 2025.

Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2024, les recettes d'hydrocarbures ayant reculé. En 2024, le déficit budgétaire est passé de 5,5 % du PIB en 2023 à 13,8 %, les recettes d'hydrocarbures ayant chuté de 19,1 % à 11,1 % du PIB, sous l'effet de la baisse des prix et des volumes

d'exportation. Les recettes fiscales ont diminué de 10,4 % à 9,4 % du PIB, tandis que les dépenses publiques sont restées stables à environ 37 % du PIB. Le déficit budgétaire hors hydrocarbures a atteint 24,8 % du PIB. Dans un contexte de forte croissance, l'ampleur du déficit global reflète l'élargissement du déficit structurel, estimé à 10,1 % du PIB en 2024.

La croissance devrait rester solide, mais les déséquilibres extérieurs et budgétaires persisteraient

La croissance devrait légèrement s'accélérer en 2025, portée par la résilience des activités hors hydrocarbures. Dans le scénario de référence, la croissance du PIB atteindrait 3,8 % en 2025, soutenue par la poursuite d'une croissance hors hydrocarbures étendue. La consommation privée continuerait de stimuler le secteur des services, la production agricole resterait résiliente et l'investissement demeurerait dynamique, entraînant la hausse des importations. La croissance hors hydrocarbures devrait légèrement ralentir mais rester soutenue en 2026 et 2027. La production d'hydrocarbures devrait suivre la reprise progressive des quotas de l'OPEP sur la période de projection.

Les déséquilibres extérieurs et budgétaires devraient persister dans un contexte de prix des hydrocarbures relativement faibles. Avec une augmentation lente des quotas de l'OPEP et des prix des hydrocarbures restant modérés dans le scénario de référence, la croissance des exportations serait dépassée par celle des importations stimulées par l'investissement, aggravant le déficit du compte courant. Ce déficit important se traduirait par une diminution des réserves de change dans le scénario de référence. En l'absence de mesures plus fortes de consolidation budgétaire, le déficit public demeurerait élevé sur la période de projection, même si les dépenses diminuent légèrement dans le cadre du cadre budgétaire à moyen terme du gouvernement en 2027. Les économies issues des recettes pétrolières étant épuisées, les déficits budgétaires devraient se traduire par une hausse de la dette publique.

Les prix volatils des hydrocarbures demeurent le principal risque à court terme, tandis que le changement climatique et les efforts mondiaux de décarbonation pèsent sur les perspectives à moyen et long terme

Le retour des déficits jumeaux souligne que l'économie algérienne est exposée aux fluctuations des prix des hydrocarbures. Dans un contexte de volatilité récente des prix, les équilibres budgétaire et extérieur se sont rapidement détériorés, révélant les limites du cadre macroéconomique face aux marchés mondiaux du pétrole et du gaz. L'incertitude commerciale accrue et les tensions géopolitiques récentes aggravent ces risques. Un cadre macroéconomique plus robuste, incluant une meilleure mobilisation des recettes domestiques, une gestion renforcée des revenus pétroliers et la mise en place de règles budgétaires, pourrait réduire l'exposition de l'économie à la volatilité des marchés des hydrocarbures.

L'augmentation des risques liés au changement climatique souligne l'importance d'intégrer les considérations climatiques dans la stratégie de développement de l'Algérie. À court terme, la croissance reste étroitement liée aux conditions climatiques, celles-ci générant périodiquement des épisodes de sécheresse qui affectent la production agricole, les prix alimentaires et les besoins d'importation. L'Algérie fait également face à une hausse des températures et à une diminution des précipitations, entraînant une raréfaction accrue des ressources en eau. Les effets varieront selon les régions, le secteur agricole étant particulièrement touché dans le Nord-Ouest et les Hautes Plaines. Ces risques mettent en évidence la nécessité d'élaborer des politiques d'adaptation appropriées pour protéger la production, les entreprises et les ménages.

La stratégie de croissance de l'Algérie devrait également tenir compte des efforts mondiaux de décarbonation et d'autres facteurs structurels pesant sur une économie dépendante des hydrocarbures. Trois évolutions structurelles majeures mettent au défi le modèle économique algé-

rien fondé sur les hydrocarbures. Premièrement, à mesure que l'adoption de technologies propres et économes en énergie s'accélère, la demande mondiale en hydrocarbures devrait ralentir, entraînant une baisse structurelle des prix. La demande mondiale de pétrole devrait atteindre un pic en 2030, puis diminuer. Deuxièmement, l'offre mondiale de pétrole continue d'augmenter, ce qui contribue également à la baisse des prix des hydrocarbures. Troisièmement, les réserves de l'Algérie diminuent tandis que la demande domestique augmente, réduisant les volumes disponibles à l'exportation. Si la réforme des subventions énergétiques et de nouvelles découvertes pouvaient ralentir le rythme d'épuisement des réserves et accroître les volumes exportables, le pays a déjà exploité plus de 60 % de ses réserves prouvées. À court terme, le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne imposera, à partir de 2026, des droits additionnels sur plusieurs produits à forte intensité carbone importés dans l'UE. Il s'appliquera aux principales exportations algériennes hors hydrocarbures, notamment les engrais, le fer, l'acier et le ciment, et devrait avoir un impact significatif sur les exportations du pays. Pris ensemble, ces facteurs poseront un défi majeur au modèle économique algérien, à ses équilibres extérieurs et budgétaires, et soulignent l'importance de diversifier l'économie tout en réduisant son intensité carbone.

EXECUTIVE SUMMARY

Robust non-hydrocarbon growth continued in H1-2025, and inflation decelerated, but external and fiscal pressures are significant

During H1-2025, non-extractive sectors and dynamic investment supported economic growth. Following expansions of 4.1 percent in 2023 and 3.7 percent in 2024, real GDP grew by 4.1 percent year-on-year in H1-2025, supported by dynamic non-hydrocarbon growth. Investment growth further accelerated, stimulating imports, and household consumption remained robust even as government consumption slowed. Satellite-based nightlights data suggest robust cross-cutting non-hydrocarbon growth through H1-2025. Non-hydrocarbon growth was broad-based, supported by resilient agricultural production and service sector growth stimulated by household spending, but hydrocarbon GDP contracted by 2.0 percent.

Inflation continued decelerating over the first nine months of 2025, driven by decreasing food prices. After reaching 9.3 percent in 2022 and 2023, inflation fell to 4.0 percent in 2024. The deceleration continued over the first nine months of 2025, and inflation reached 1.7 percent year-on-year, driven by decreasing food prices. The USD market premium further widened, rising from an estimated 67.7 percent in 2024 to 75.4 percent over the first nine months of 2025. Money supply growth decelerated and credit to the private sector remained robust in H1-2025. The Bank of Algeria cut the policy interest rate from 3 to 2.75 percent and the reserve requirement from 3 to 2 percent at end-August 2025.

Decreasing hydrocarbon exports and expanding investment-driven imports exerted significant pressure on the external balance in H1-2025. After posting the first deficit in three years amid lower hydrocarbon production and exports following OPEC quota decreases in 2024, the current account deficit has expanded rapidly over H1-2025, reaching US$ 10.5 billion, up from US$ 2.9 billion (1.1 percent of GDP) in 2024 as hydrocarbon prices and export volumes declined further and imports expanded dynamically, stimulated by robust investment. Foreign exchange reserves stood at 15.0 months of imports at end-2024, down from 16.4 months a year earlier and would have contracted further in H1-2025.

The fiscal deficit widened significantly in 2024 as hydrocarbon revenues contracted. In 2024, the fiscal deficit widened from 5.5 percent of GDP in 2023 to 13.8 percent, as hydrocarbon revenues declined from 19.1 percent to 11.1 percent of GDP, reflecting lower export prices and volumes. Tax revenues decreased from 10.4 to 9.4 percent of GDP, and public expenditures remained stable at around 37 percent of GDP. The non-hydrocarbon budget deficit reached 24.8 percent of GDP. In the context of robust growth, the elevated overall deficit reflects an expansion of the structural deficit which is estimated to have reached 10.1 percent of GDP in 2024.

Growth is expected to remain robust, while external and fiscal imbalances would persist

Growth is expected to accelerate slightly in 2025, driven by resilient non-hydrocarbon activity. In the baseline scenario, GDP growth would accelerate slightly to 3.8 percent in 2025 as broad-based non-extractive growth continues. Private consumption would continue stimulating the service sector, agricultural output is expected to remain resilient, and investment would remain dynamic, driving the growth of imports. Non-hydrocarbon output growth is expected to slow somewhat but remain dynamic in 2026 and 2027. Hydrocarbon output is expected to track the slow recovery of OPEC quotas over the projection period.

External and fiscal imbalances are expected to persist amid relatively low hydrocarbon prices. With OPEC quotas only increasing slowly and hydrocarbon prices remaining relatively low in the baseline scenario, export growth would be outpaced by robust investment-driven imports, further widening the current account deficit. The significant current account deficit would lead to a reduction in foreign exchange reserves in the baseline. In the baseline scenario, absent stronger fiscal consolidation measures, the fiscal deficit would remain elevated over the projection period even as expenditures decrease slightly under the government's medium-term framework in 2027. With oil savings exhausted, fiscal deficits are expected to translate into expanding public debt.

Volatile hydrocarbon prices remain the key short-term risk, while climate change and global decarbonization efforts challenge the medium-term outlook and longer-term economic development

The return of the twin deficits underlines the Algerian economy's exposure to hydrocarbon prices fluctuations. Amid recent swings in hydrocarbon prices, fiscal and external balances have rapidly deteriorated, exposing the sensitivity of the macroeconomic framework to volatile global oil and natural gas markets. Elevated trade uncertainty and recent geopolitical tensions exacerbate the risks for the outlook. A more robust macroeconomic framework, including improving domestic revenue mobilization, strengthening the management of hydrocarbon revenues, and introducing fiscal rules could reduce the economy's exposure to hydrocarbon market volatility.

Rising risks from climate change underline the importance of integrating climate considerations into Algeria's development strategy In the short term, growth remains closely linked to climatic conditions, which periodically cause droughts that affect agricultural production, food prices, and import requirements. Algeria is also facing higher temperatures and declining rainfall, causing increasing water scarcity. Effects will vary across regions, with the agricultural sector most impacted in the North-West and the highlands regions. These risks highlight the importance of designing appropriate adaptation policies to protect output, firms, and households.

Algeria's growth strategy also needs to account for global decarbonization efforts and other structural factors challenging its hydrocarbon-dependent economy. Three structural shifts are challenging Algeria's economic model that depends on hydrocarbons. First, as the use of clean and energy-saving technologies accelerates, the global demand for hydrocarbons is expected to slow, leading to structurally lower prices. Global oil demand is forecast to peak in 2030 and decrease thereafter. Second, the available global supply of oil continues to grow, also lowering global hydrocarbon prices. Third, Algeria's reserves are decreasing, and domestic demand is increasing, shrinking quantities available for export. While energy subsidy reform and new discoveries could slow down the pace of exhaustion of Algeria's reserves, increase remaining reserves, and boost quantities available for export, the country has exhausted over 60 percent of its proven reserves. In the short term, the EU's Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) will notably impose additional duties on several carbon-intensive products imported in the EU starting in 2026. It will apply to Algeria's key non-hydrocarbon exports, including fertilizers, iron and steel, as well as cement, and is expected to have marked effects on Algerian exports. Taken together, these factors will pose a challenge to Algeria's economic model, as well as its external and fiscal balances, highlighting the importance of diversifying the economy and reducing its carbon intensity.

ملخص تنفيذي

استمرّ النموّ قويّاً خارج قطاع المحروقات خلال النصف الأوّل من عام 2025، في حين تباطأت وتيرة التضخّم، غير أنّ الضغوط الخارجيّة والماليّة لا تزال كبيرة.

خلال النصف الأوّل من عام 2025، ساهمت القطاعات خارج قطاع المحروقات والاستثمار القوي في دعم النموّ الاقتصادي. بعد نمو بنسبة 4.1 في المائة سنة 2023 و3.7 في المائة سنة 2024، بلغ النموّ الحقيقي للناتج الداخلي الخام 4.1 في المائة سنويًا خلال النصف الأوّل من عام 2025، مدفوعًا بالنشاط القويّ لقطاع خارج المحروقات. كما تسارع نموّ الاستثمار، مما حفّز الواردات، في حين ظلّ استهلاك الأُسَر قويًّا رغم تباطؤ الاستهلاك العمومي. وتشير بيانات الأقمار الصناعيّة المعتمدة على الإضاءة الليلية إلى استمرار النموّ المتين والشامل في القطاعات خارج قطاع المحروقات خلال النصف الأوّل من عام 2025. وقد كان هذا النموّ واسع النطاق، مدعومًا بإنتاجٍ زراعي صامد ونموٍّ في قطاع الخدمات مدفوع بطلب الأسر، في حين تقلّص الناتج الداخلي الخام للمحروقات بنسبة 2.0 في المائة.

واصل التضخّم تباطؤه خلال الأشهر التسعة الأولى من عام 2025، مدفوعًا بتراجع أسعار المواد الغذائيّة. وبعد أن بلغ التضخّم 9.3 في المائة في العامين 2022 و2023، انخفض إلى 4.0 في المائة سنة 2024. واستمرّت وتيرة التراجع في من عام 2025 ليصل التضخّم إلى 1.7 في المائة سنويًا، نتيجة تباطؤ أسعار المواد الغذائيّة، ولا سيّما الأغذية المصنّعة. وقد اتّسع هامش سعر الدولار الأمريكي في السوق الموازي، مرتفعًا من 67.7 في المائة في 2024 إلى 75.4 في المائة خلال الأشهر التسعة الأولى من عام 2025. كما تباطأ نموّ الكتلة النقديّة، بينما ظلّ الائتمان للقطاع الخاصّ متينًا خلال نفس الفترة. وخفّض بنك الجزائر سعر الفائدة الرئيسيّ من 3 إلى 2.75 في المائة، كما وخفض نسبة الاحتياطيّ الإلزاميّ من 3 إلى 2 في المائة في نهاية شهر أوت 2025.

أدى انخفاض صادرات المحروقات، إلى جانب تزايد الواردات المدفوعة بالاستثمار، إلى ضغط كبير في الميزان الخارجي خلال النصف الأوّل من عام 2025. وبعد تسجيل أوّل عجزٍ في ثلاث سنوات بسبب انخفاض إنتاج وتصدير المحروقات إثر تقليص حصص منظّمة أوبك سنة 2024، توسّع عجز الحساب الجاري بسرعة خلال النصف الأوّل من 2025 ليبلغ 10.5 مليار دولار أمريكي، مقارنةً بـ2.9 مليار دولار (1.1 في المائة من الناتج الداخلي الخام) في 2024، نتيجة انخفاض أسعار و أحجام صادرات المحروقات وارتفاع الواردات المدفوعة بإستثمار قوي. بلغت احتياطات الصرف الأجنبي 15.0 شهرًا من الواردات في نهاية 2024، مقابل 16.4 شهرًا في العام السابق، ومن المرجّح أنّها تقلّصت أكثر خلال النصف الأوّل من 2025.

اتسع العجز المالي بشكل كبير في سنة 2024 مع تراجع إيرادات المحروقات. ففي سنة 2024، ارتفع عجز الميزانية من 5.5 في المائة من الناتج الداخلي الخام في 2023 إلى 13.8 في المائة، نتيجة انخفاض إيرادات المحروقات من 19.1 إلى 11.1 في المائة من الناتج، بفعل تراجع الأسعار والكميّات المصدّرة. وتراجعت الإيرادات الجبائيّة من 10.4 إلى 9.4 في المائة من الناتج، في حين ظلّت النفقات العموميّة مستقرة عند حوالي 37 في المائة من الناتج الداخلي الخام. وبلغ عجز الميزانية خارج إيرادات المحروقات 24.8 في المائة من الناتج الداخلي الخام. وفي سياق نموٍّ قويّ، يعكس العجز الإجماليّ المرتفع توسّع العجز الهيكليّ، الذي قُدّر بـ10.1 في المائة من الناتج الداخلي الخام في 2024.

من المتوقّع أن يظلّ النموّ قويًّا، في حين تستمرّ الاضطرابات بالحسابات الخارجيّة والماليّة.

من المتوقع أن يتسارع النموّ قليلًا في عام 2025 بفضل صمود القطاعات خارج قطاع المحروقات .ففي السيناريو المرجعي، يُتوقّع أن يبلغ نموّ الناتج الداخلي الخام 3.8 في المائة سنة 2025 مدعومًا باستمرار النمو واسع النطاق في القطاعات خارج قطاع المحروقات. من المتوقع أن يستمر الاستهلاك الخاص في تحفيز قطاع الخدمات وأن يظل الإنتاج الزراعي قوياً، وأن يبقى الاستثمار نشطاً مؤديًا إلى ارتفاع الواردات. كما يُتوقّع أن يتباطأ النمو خارج قطاع المحروقات بشكل طفيف، لكنه سيظل قوياً في عامي 2026 و2027. ومن المتوقع أن يتبع إنتاج المحروقات انتعاشاً تدريجياً لحصص منظمة أوبك خلال فترة التوقعات.

كما من المتوقع أن تستمر الاختلالات في الحسابات الخارجية والميزانية في ظلّ أسعار منخفضة نسبيًّا للمحروقات. مع الرفع التدريجي لحصص

منظمة الأوبك وبقاء أسعار المحروقات، من المرجّح أن تتفوّق وتيرة نموّ الواردات المدفوعة بالاستثمار على نموّ الصادرات، ممّا سيزيد من عجز الحساب الجاري. هذا العجز الكبير قد يؤدي إلى انخفاض احتياطيات الصرف في السيناريو المرجعي. وفي غياب سياسات أقوى لضبط النفقات العمومية ، سيبقى عجز الميزانية مرتفعًا خلال فترة التوقّعات، رغم انخفاضٍ طفيف في النفقات في إطار ميزانية متوسطة المدى للحكومة لسنة 2027. ومع استنفاذ المدّخرات الناتجة من عائدات النفط، من المرجّح أن تتحوّل العجوزات الماليّة إلى زيادةٍ في الدين العمومي.

تظل أسعار المحروقات المتقلّبة الخطر الرئيسيّ على المدى القصير، بينما تشكل جهود إزالة الكربون على الصعيد العالمي تحديًا للتوقعات على المدى المتوسط والتنمية الاقتصادية على المدى الطويل.

إنّ عودة العجز المزدوج يؤكد أن الاقتصاد الجزائري معرض لتقلبات أسعار المحروقات. فمع التقلبات الأخيرة في الأسواق العالميّة للنفط والغاز، تدهورت الحسابات الماليّة والخارجيّة بسرعة، ما أظهر حساسيّة الإطار الاقتصاديّ الكلّي لتقلّبات الأسواق العالمية. كما تزيد حالة عدم اليقين التجاريّ والتوتّرات الجيوسياسيّة الحديثة من المخاطر المستقبليّة. إن وجود إطار اقتصاديٍّ أقوى، يشمل تعزيز مستوى الإيرادات الداخليّة، وتحسين إدارة عائدات النفط، ووضع قواعد ماليّة صارمة، من شأنه أن يحدّ من تعرّض الاقتصاد لصدمات أسعار المحروقات.

تؤكّد المخاطر المتزايدة لتغيّر المناخ أهمّيّة إدماج الاعتبارات المناخيّة في استراتيجيّة التنمية الوطنيّة. فعلى المدى القصير، يبقى النموّ مرتبطًا بالظروف المناخيّة التي تتسبّب بشكل دوري في موجات جفافٍ تؤثّر على الإنتاج الزراعيّ وأسعار المواد الغذائية واحتياجات الاستيراد. كما تواجه الجزائر ارتفاعًا في درجات الحرارة وتراجعًا في معدّلات الأمطار، ممّا يزيد من ندرة المياه. وستختلف الآثار عبر المناطق، حيث سيكون القطاع الزراعيّ في الشمال الغربيّ والهضاب العليا الأكثر تأثّرًا. تسلط هذه المخاطر الضوء على ضرورة وضع سياسات تكيف مناسبة لحماية الإنتاج والشركات والأسر.

ينبغي أن تأخذ استراتيجيّة النموّ في الجزائر بعين الاعتبار الجهود العالميّة لإزالة الكربون والعوامل الهيكليّة الأخرى التي تواجه الاقتصاد المعتمد على المحروقات. تواجه الجزائر ثلاث تحوّلاتٍ هيكليّةٍ رئيسيّةٍ تُهدّد نموذجها الاقتصاديّ القائم على المحروقات. أوّلًا، مع تسارع اعتماد التكنولوجيات النظيفة والمقتصدة للطاقة، من المتوقّع أن يتباطأ الطلب العالميّ على المحروقات، ما سيؤدّي إلى انخفاضٍ هيكليٍّ في الأسعار. ومن المنتظر أن يبلغ الطلب العالميّ على النفط ذروته سنة 2030، ثمّ يبدأ بالانخفاض. ثانيًا، يستمرّ العرض العالميّ من النفط في الارتفاع، ممّا يضغط أكثر على الأسعار. ثالثًا، تتناقص احتياطات الجزائر في حين يتزايد الطلب الداخليّ، ما يقلّل من الكميّات المخصّصة للتصدير. في حين أن إصلاح دعم الطاقة واكتشافات الجديدة قد تبطئ من وتيرة استنفاد الاحتياطيات الجزائرية، وتزيد من الاحتياطيات المتبقية وتعزز من الكميات المتاحة للتصدير، فقد استنفد البلد أكثر من 60% من احتياطاته المؤكّدة. وعلى المدى القصير، سيبدأ تطبيق آليّة تعديل الكربون على الحدود للاتحاد الأوروبيّ سنة 2026، فارضةً رسومًا إضافيّةً على عددٍ من المنتجات كثيفة الكربون المصدّرة إلى الاتحاد، مثل الأسمدة، والحديد، والصلب، والإسمنت، وهو ما سيؤثّر بشكلٍ ملحوظٍ على الصادرات الجزائريّة. وبشكلٍ عامّ، تمثّل هذه العوامل تحدّيًا كبيرًا للنموذج الاقتصاديّ الجزائريّ وتوازنه الماليّ والخارجيّ، وتؤكّد أهمّيّة تنويع الاقتصاد وتقليص كثافته الكربونيّة.

1

DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

Une croissance hors hydrocarbures robuste et intersectorielle s'est poursuivie au premier semestre 2025, soutenue par un investissement dynamique et une consommation privée solide

La croissance du PIB hors hydrocarbures a maintenu un rythme soutenu au premier semestre 2025, portée par la vigueur de l'investissement et de la consommation privée. Après des expansions de 4,3 % en 2023 et de 4,8 % en 2024, le PIB hors hydrocarbures a progressé de 5,4 % en glissement annuel au premier semestre 2025. Combinée à une contraction de 2,0 % du PIB des hydrocarbures, la croissance globale du PIB a atteint 4,1 % en glissement annuel au premier semestre 2025. Cette performance solide découle principalement de l'accélération de l'investissement, dont la croissance est passée de 9,8 % en 2024 à 13,2 % en glissement annuel au premier semestre 2025. La consommation privée est également restée soutenue, affichant une croissance de 4,4 % en glissement annuel, après une expansion de 3,9 % en 2024. La demande générée par la dynamique de l'investissement a été en grande partie satisfaite par les importations, dont les volumes ont augmenté de 25,2 % en glissement annuel au premier semestre 2025, après une hausse de 11,9 % sur l'ensemble de 2024. Les volumes d'exportation ont reculé de 1,3 % en glissement annuel, sous l'effet de la baisse de la production d'hydrocarbures (–2,0 %) bien que les exportations hors hydrocarbures aient augmenté seulement de 1,5% incluant les services, affectées par le ralentissement économique mondial et la montée des incertitudes commerciales. Les données satellitaires fondées sur les lumières nocturnes confirment également la vigueur de la croissance hors hydrocarbures au premier semestre 2025. S'appuyant sur la dynamique de réformes structurelles engagée ces dernières années, notamment la Loi sur l'investissement de 2022, la Loi monétaire et bancaire de 2023, la Loi sur le foncier économique de 2023 et les efforts visant à dynamiser la Bourse d'Alger, les autorités ont poursuivi l'adoption

de mesures destinées à stimuler l'investissement et la diversification économique. La nouvelle Loi sur les mines, récemment adoptée, autorise désormais les entreprises étrangères à détenir jusqu'à 80 % des coentreprises (contre un plafond antérieur de 49/51), simplifie les procédures et ouvre le développement à de nouvelles zones[1] afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures.

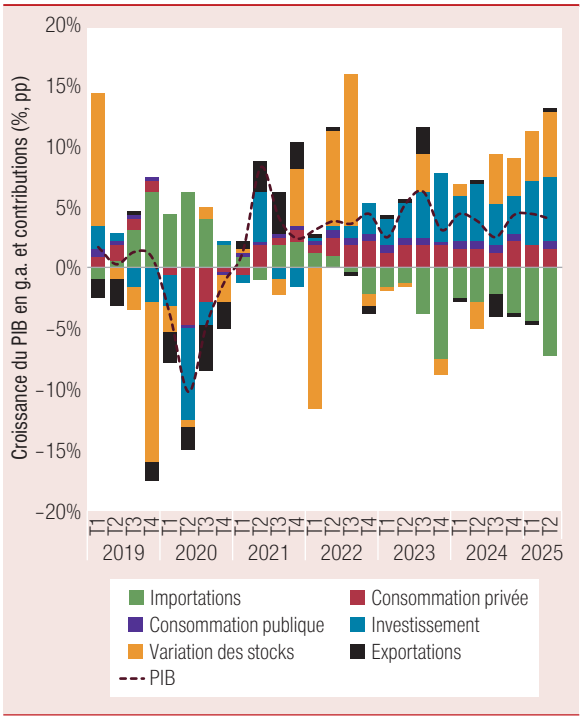
La demande générée par la consommation des ménages a soutenu les services, tandis que la production agricole est restée résiliente. La demande des ménages a progressé de manière dynamique (+4,7 % en glissement annuel), stimulant les secteurs des services tels que l'hôtellerie-restauration (+7,1 %), le commerce de détail (+8,9 %) et les transports et communications (+8,3 %). Bien qu'aucune donnée sur l'emploi et le chômage ne soit encore disponible pour 2025, la création d'emplois est estimée en hausse, en ligne avec cette dynamique de croissance soutenue. Après une progression modeste en 2023 (+3,0 %), la production agricole s'est accélérée en 2024 (+5,3 %), avant d'enregistrer une nouvelle expansion au premier trimestre 2025 (+6,1 % en glissement annuel). Les précipitations de la saison 2024–2025 sont restées inférieures à la moyenne, en particulier dans les wilayas de l'Ouest, tandis que les wilayas de l'Est et les zones côtières humides à semi-humides ont bénéficié de conditions relativement plus favorables, avec des pluies tardives au printemps ayant amélioré les perspectives céréalières pour 2025.[2,3] Les autorités

[1] Les zones non encore explorées pourront être attribuées à des sociétés étrangères disposant de technologies de pointe pour mener des opérations d'exploration, en prélude à la création d'une société mixte de droit algérien.

[2] Service agricole étranger du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), Rapport annuel sur les céréales et les aliments (24 mars 2025).

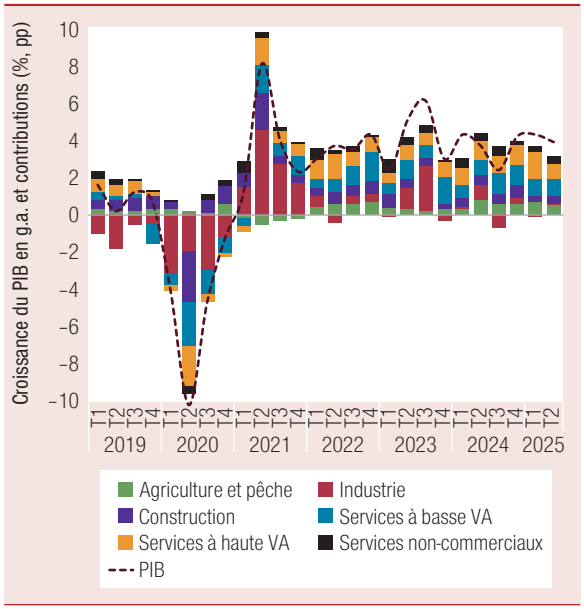
[3] FAO GIEWS. (24 juin 2025). Note de pays du GIEWS : Algérie. Indique que les précipitations abondantes de la fin du printemps ont amélioré les perspectives de production céréalière en 2025, en particulier dans l'Est et les régions côtières.

FIGURE 1 • La vigueur de l'investissement a stimulé les importations…



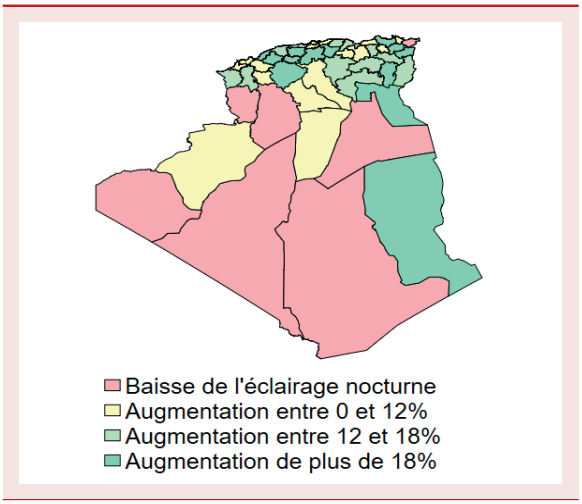
Source : Office national des statistiques (ONS).
Note : Faute de données sur les variations de stocks en volume, les volumes de cet agrégat ont été estimés à partir du déflateur de l'investissement, ce qui peut entraîner un écart entre la somme des composantes et le total.

FIGURE 2 • …tandis que la production agricole est restée résiliente et la consommation des ménages a soutenu les services



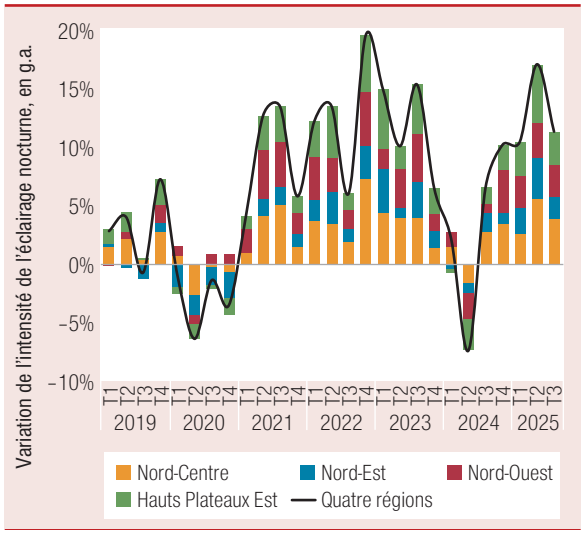
Source : ONS.
Note : Les services à faible valeur ajoutée (VA) comprennent le commerce, l'hôtellerie et la restauration. Les services à forte valeur ajoutée incluent les transports et communications, la finance, l'immobilier et les services aux entreprises. Le graphe ne présente pas les impôts sur les importations et les impôts nets de subventions sur les produits.

FIGURE 3 • Les données satellitaires sur les lumières nocturnes indiquent un dynamisme interrégional au cours des neuf premiers mois de 2025…



Source : Estimations de la Banque mondiale à partir des données de la National Aeronautics and Space Administration (NASA).
Note : La carte utilise la division administrative en 48 wilayas.

FIGURE 4 • …avec la région du Nord-Centre qui contribue majoritairement à la croissance hors hydrocarbures



Source : Estimations du personnel de la Banque mondiale à partir des données de la NASA.
Note : Les régions correspondent aux Espaces de programmation territoriale (EPT).

ont intensifié la mise en œuvre du Programme national d'irrigation, prévoyant une extension des terres irriguées de 1,3 à 2 millions d'hectares, dont les superficies consacrées aux céréales passeraient de 250 000 à 600 000 hectares.[4,5] Ces mesures, combinées à la distribution de semences certifiées et d'engrais subventionnés pour réduire les coûts de production, ont soutenu le développement des cultures par rapport à 2024, renforcé par l'expansion des superficies cultivées et l'adoption de pratiques agricoles améliorées.

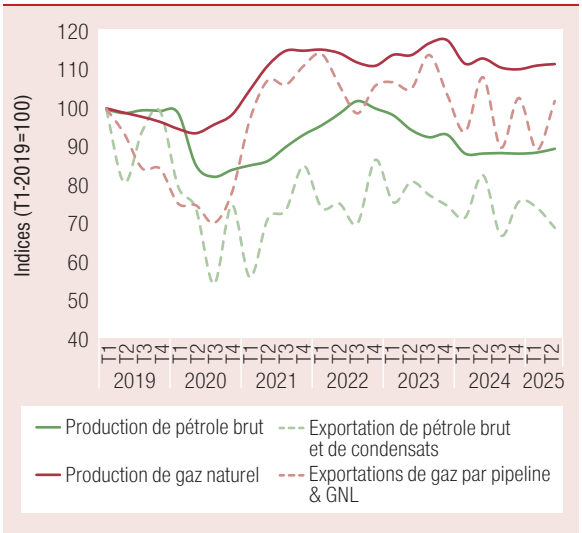
La production de pétrole brut a augmenté lentement au premier semestre 2025, tandis que les exportations de gaz ont reculé, pesant sur les recettes d'hydrocarbures

Après une contraction de 6,9 % en 2024, la production de pétrole brut a progressé lentement au premier semestre 2025, suivant l'évolution des quotas de l'OPEP. Après avoir été réduite de 1 055 kb/j à 1 007 kb/j en novembre 2022, la production de pétrole brut autorisée pour l'Algérie a été abaissée à 959 kb/j en mai 2023, puis à 908 kb/j en janvier 2024. En conséquence, la production de pétrole brut a reculé de 6,9 % en 2024 par rapport à 2023, et de 10,5 % par rapport à son pic de 2022. En avril 2025, la première augmentation de quota depuis septembre 2022 a été mise en œuvre, portant le niveau requis de production de l'Algérie à 911 kb/j. Cette première révision a été suivie d'augmentations mensuelles, le quota de l'Algérie atteignant 963 kb/j pour octobre 2025. En suivant ces quotas, la production de pétrole brut a progressé de 0,9 % en glissement annuel au premier semestre 2025. Les prix du pétrole ont atteint un pic en juin 2022 à près de 122,6 USD le baril avant d'amorcer une tendance baissière, le prix de référence du Sahara Blend algérien ayant reculé à 82,6 USD en 2023, 80,7 USD en 2024 et 68,1 USD sur les neuf premiers mois de 2025, sous l'effet d'un affaiblissement de la demande mondiale dans un contexte de

4 Algérie Presse Service (APS). (4 avril 2025).

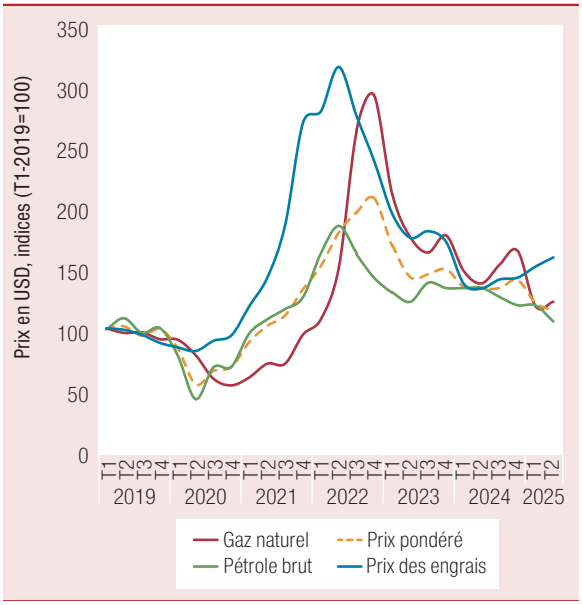
5 USDA Gain Report : Rapport annuel sur les céréales et les aliments. Indique que le ministère de l'Agriculture vise à étendre les terres agricoles irriguées de 1,3 à 2 millions d'hectares, y compris une augmentation des superficies irriguées dédiées aux céréales de 250 000 à 600 000 hectares. (24 mars 2025).

FIGURE 5 • La production de pétrole a progressé lentement avec la hausse des quotas, tandis que la production et les exportations de gaz se sont contractées…



Source : Joint Organizations Data Initiative (JODI) pour le gaz, Banque d'Algérie (BdA) pour les exportations jusqu'en 2024, OPEP pour la production de pétrole brut, et estimations de la Banque mondiale.
Note : Les données sur le gaz sont présentées sous forme de moyenne mobile sur quatre trimestres. Les estimations des exportations de pétrole brut et de condensats s'appuient sur les données de suivi des navires du PortWatch du FMI. Les données JODI ne sont disponibles que pour janvier et mai 2025. Les chiffres de février et mars 2025 sont estimés à partir des tendances observées sur la même période en 2024.

FIGURE 6 • …et les prix sont restés à des niveaux relativement bas



Source : Banque d'Algérie (BdA), oilprice.com et Banque mondiale pour les prix des engrais.
Note : L'indice des prix des hydrocarbures utilise les valeurs d'exportation en dollars de la Banque d'Algérie pour pondérer chaque type d'hydrocarbure. Pour le second semestre 2025, les indices des prix du pétrole, du gaz et l'indice pondéré sont estimés à partir des variations des quotas et des prix du pétrole, des changements des exportations de gaz selon JODI et des prix internationaux du gaz. Les données JODI ne sont disponibles que pour janvier et mai 2025. Les chiffres de février et mars 2025 sont estimés à partir des tendances observées sur la même période en 2024.

ralentissement économique et d'incertitude accrue, ainsi que d'une hausse de l'offre liée à l'augmentation des quotas de production de l'OPEP. Les données récentes indiquent également une forte progression de la consommation énergétique domestique, portée par une croissance économique soutenue.[6,7]

La production de gaz naturel aurait augmenté au premier semestre 2025, tandis que les exportations auraient reculé. La production de gaz naturel aurait progressé au premier semestre 2025, malgré un repli des exportations. Après avoir atteint un pic en 2023, la production de gaz a diminué de 6,2 % en 2024, tandis que les exportations se sont contractées de 6,6 %, avec une baisse marquée des exportations du GNL (–14,3 %) et du gazoduc (–2,7 %), dans un contexte de hausse de la consommation domestique, d'hiver doux en Europe, de transition vers les énergies renouvelables ainsi que de niveaux record de stockage de gaz à la fin de la saison de chauffage sur le continent. Les données relatives à la production et aux exportations de gaz ne sont disponibles que pour janvier, mai et juin 2025. En janvier 2025, la production enregistrait une hausse de +5,9 % en glissement annuel, tandis que les exportations reculaient de –7,6 %. En mai 2025, la production se contractait de –2,5 % et les exportations de –9,1 %. En juin 2025, la production de gaz naturel progressait de +5,0 % en glissement annuel, mais les exportations diminuaient encore de –5,6 %, avec un recul particulièrement marqué des exportations de GNL (–24,2 %). La part de marché de l'Algérie dans les importations européennes de gaz est restée stable à environ 13 %, tandis que les importations totales de gaz de l'Europe ont légèrement diminué au premier trimestre 2025 (–2 % en glissement annuel).[8]

6 Chambre Algéro-Allemande d'Industrie et de Commerce, Consommation d'énergie en Algérie pour 2024. (30 October 2024).
7 APS. (20 Juillet 2025).
8 Commission européenne, Quarterly report on European gas markets Volume 18 Issue 1.

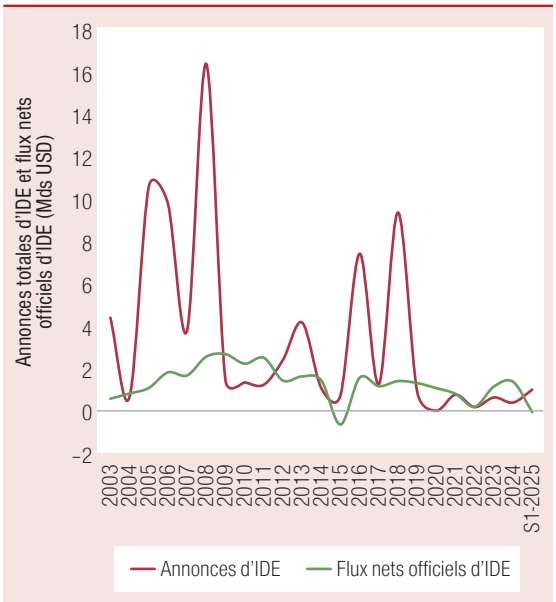
ENCADRÉ 1 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

Les flux entrants d'investissement direct étranger (IDE) en Algérie ont historiquement connu une forte volatilité, reflétant à la fois les cycles économiques mondiaux et les changements de politique intérieure. Après un pic d'environ 2,58 milliards d'USD en 2011, les entrées d'IDE ont fortement chuté lors de la baisse des prix du pétrole, enregistrant même un flux net sortant d'environ 580 millions d'USD en 2015. À partir de 2016, les IDE ont progressivement repris, tout en demeurant modestes par rapport aux pays comparables de la région, en raison de réglementations restrictives en matière d'investissement et d'une forte dépendance aux hydrocarbures. Cette volatilité est encore plus marquée pour les annonces d'IDE, qui reflètent les intentions ou projets d'investissement des entreprises. En 2016 et 2018, ces annonces ont atteint des sommets respectifs de 7,3 milliards et 9,3 milliards d'USD, portés par un nombre limité de projets de grande envergure dans les secteurs de la chimie, des transports et de la logistique.

Les réformes réglementaires récentes visant à attirer les capitaux étrangers commencent à produire des effets, accompagnées d'un rééquilibrage progressif vers les investisseurs chinois. Au premier semestre 2025, les annonces d'IDE ont franchi le seuil de 1 milliard d'USD, un niveau inédit depuis la pandémie de Covid-19. Ce regain témoigne vraisemblablement d'une future hausse des flux officiels d'IDE, qui ont atteint 1,4 milliard d'USD en 2024, soutenus par des prix du pétrole élevés, un environnement réglementaire plus favorable aux investisseurs étrangers, et une augmentation des investissements dans le secteur des hydrocarbures. La Chine a représenté un tiers des annonces d'IDE entre 2020 et 2025, une progression notable par rapport à il y a dix ans, lorsque sa part était inférieure à 2 %. Les parts de la Turquie et du Qatar sont restées relativement stables, tandis que la contribution des entreprises européennes a diminué.

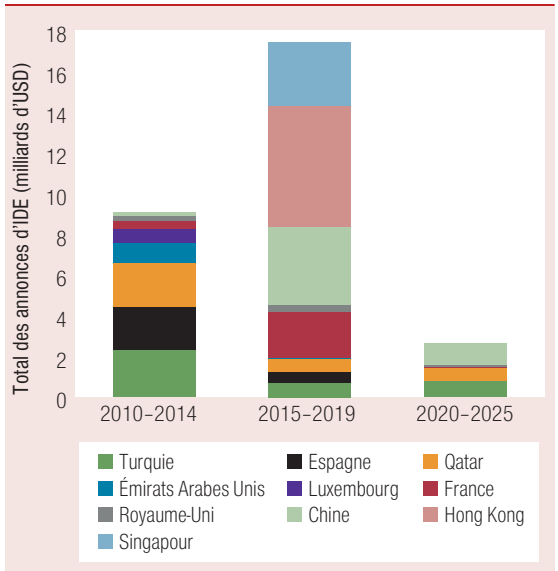
Au cours de la dernière décennie, les secteurs de la chimie, des transports et des minéraux ont concentré la plus grande part des investissements en capital, mais le secteur automobile les a surpassés en termes de création d'emplois estimée. Sur la période 2010–2014, les annonces d'IDE étaient principalement concentrées dans la métallurgie (31,8 %), l'immobilier (22,1 %) et le textile (14,8 %). Entre 2020 et 2025, la répartition sectorielle s'est modifiée au profit de la métallurgie (28,4 %), de l'automobile (22,9 %) et de la chimie (16 %), traduisant une évolution vers les industries manufacturières. En termes de création d'emplois, les écarts sectoriels sont significatifs. Si la chimie a attiré la plus grande part des investissements en capital depuis 2010 (environ 9 milliards de dollars), elle n'a généré qu'environ 6 000 emplois, contre 22 000 emplois pour le secteur automobile, qui n'a mobilisé qu'environ 2,5 milliards d'USD. Cela correspond à des différences marquées d'intensité en main-d'œuvre : environ 0,7 emploi par million de dollars investi dans la chimie, contre 9 emplois pour le secteur automobile.

FIGURE 7 • Les annonces d'IDE sont volatiles…



Source : Foreign Direct Investment (FDI) Markets, un service du Financial Times Ltd., et CNUCED; calculs et analyses réalisés par la Société Financière Internationale (SFI).

FIGURE 8 • …et la part de la Chine a récemment augmenté

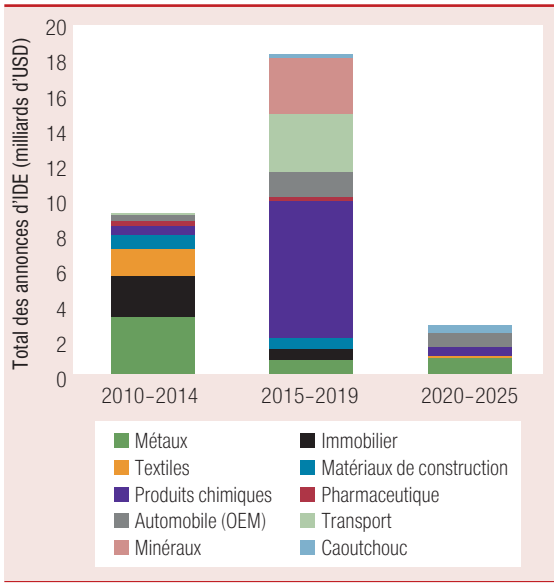


Source : FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et CNUCED; calculs et analyses réalisés par la SFI.

(suite à la page suivante)

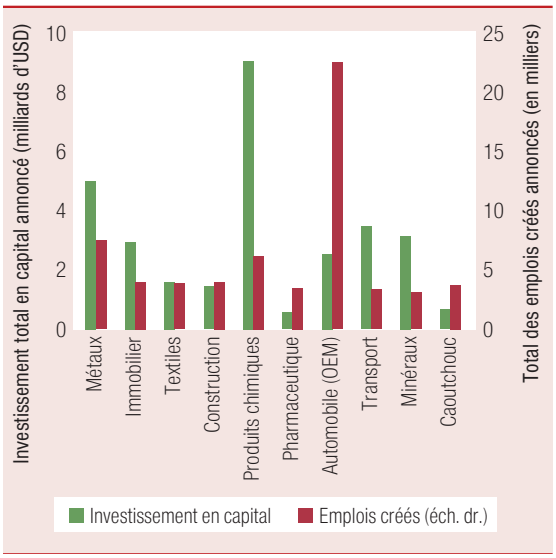
ENCADRÉ 1 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER *(suite)*

FIGURE 9 • Les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur manufacturier sont en hausse…



Source : FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et CNUCED; calculs et analyses de la SFI.

FIGURE 10 • …tandis que l'industrie automobile s'est imposée comme un important moteur de création d'emplois



Source : FDI Markets, un service du Financial Times Ltd., et CNUCED; calculs et analyses de la SFI.

Pour inverser cette tendance, Sonatrach a annoncé un plan d'investissement de 50 milliards d'USD sur la période 2024–2028, dont 36 milliards d'USD destinés à la production gazière, afin d'accroître la capacité annuelle à 200 milliards de m³ d'ici 2030.[9] Malgré ces efforts, les exportations algériennes demeurent soumises à des pressions structurelles liées à la hausse de la demande domestique, à la diversification énergétique de l'Union européenne vers les renouvelables et au maintien de niveaux élevés de stockage en Europe, limitant la capacité du pays à accroître sa part de marché.[10]

Les recettes d'exportation d'hydrocarbures ont continué de baisser au premier trimestre 2025, sous l'effet de la diminution conjointe des prix et des volumes, accentuant la pression sur les équilibres extérieurs. Les volumes d'exportation d'hydrocarbures ont reculé de 2,9 % en glissement annuel au premier trimestre 2025, tandis que les prix ont diminué de 2,5 %, entraînant une baisse de 5,3 % de la valeur totale des exportations d'hydrocarbures. Cette contraction prolonge la tendance observée en 2024, année durant laquelle les exportations d'hydrocarbures avaient déjà reculé de 11,1 %. La baisse conjointe des exportations de biens hors hydrocarbures et la forte progression des importations liées à l'investissement continuent d'exercer une pression significative sur la balance extérieure.

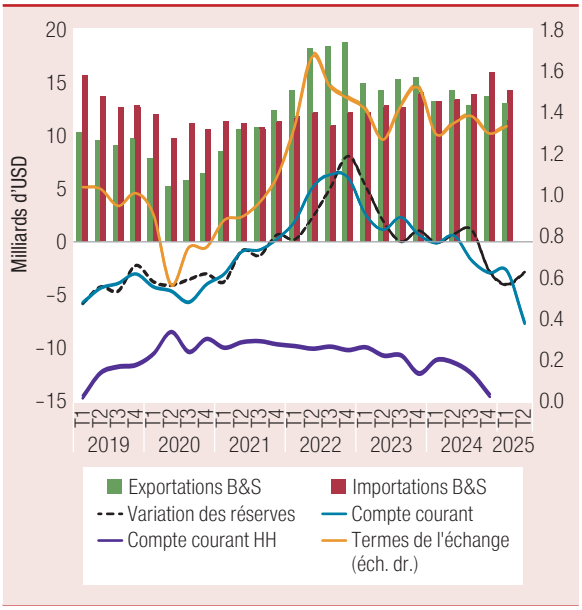
Le déficit du compte courant s'est creusé au premier semestre 2025 sous l'effet de la hausse des importations liées à l'investissement et de la contraction des exportations

Le solde du compte courant s'est creusé au premier semestre 2025, les exportations ayant reculé tandis que les importations stimulées par l'investissement continuaient de croître. Après

[9] Energynews. Algeria Targets Annual Gas Production of 200 Billion m³ by 2030. (Mars, 2025).

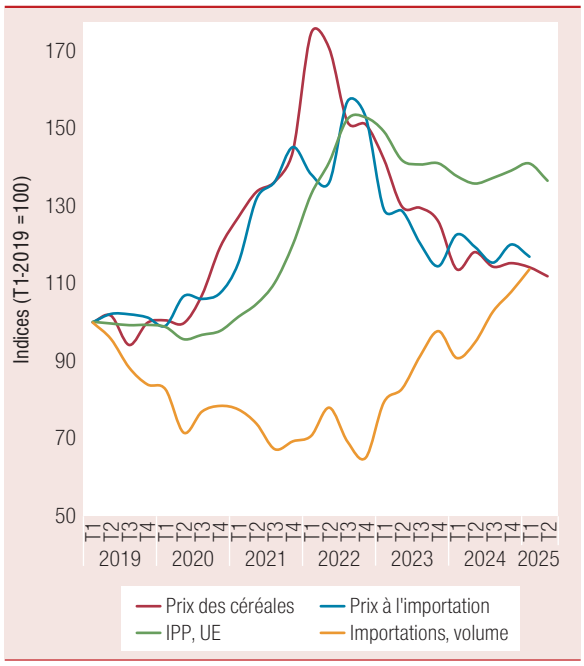
[10] Royal Elcano Institute. Another round of Algerian gas for Europe. (Mars, 2025).

FIGURE 11 • La forte croissance de l'investissement a stimulé les volumes d'importation…



Source : BdA, Fonds monétaire international (FMI), ONS, et estimations de la BM.
Note : Les exportations et importations du T1-2025 sont estimées en utilisant les variations des données du FMI. Le compte courant du T1-2025 a été affiché par la BdA et le T2-2025 est calculé en utilisant le S1-2025 de la BdA.

FIGURE 12 • …tandis que les prix ont légèrement baissé



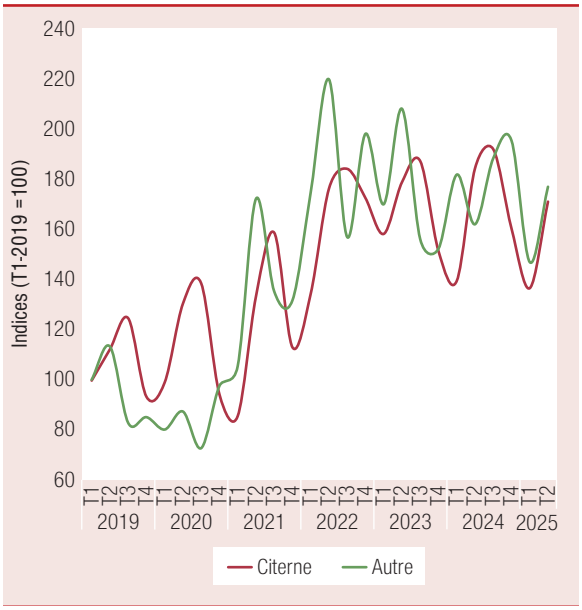
Source : ONS, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Eurostat et estimations de la BM.
Note : IPP, UE = Indice des prix à la production de l'Union européenne.

un excédent équivalant à 8,6 % du PIB en 2022, le premier en huit ans, soutenu par des prix élevés du pétrole et du gaz,[11] l'excédent du compte courant s'est modéré à 2,6 % du PIB en 2023, en raison de l'affaiblissement des exportations d'hydrocarbures et hors hydrocarbures, conjugué à une expansion des importations liée à la forte croissance de l'investissement. En 2024, le compte courant a enregistré son premier déficit (−1,1 % du PIB) en trois ans, conséquence de la poursuite de la contraction des exportations d'hydrocarbures et hors hydrocarbures, ainsi que de la hausse des importations stimulées par l'investissement. Au premier semestre 2025, la valeur des exportations a baissé de 8,5 % tirée par la baisse des exportations des hydrocarbures (-10 %). Les exportations hors hydrocarbures ont augmenté de 11,8 %, tandis que la valeur des importations a progressé de 24,8 % en glissement annuel portée par l'accélération des investissements. Les données douanières préliminaires indiquent que cette tendance s'est poursuivie au deuxième trimestre 2025. Le déficit du compte courant s'est ainsi creusé rapidement, atteignant 10,5 milliards de dollars au premier semestre 2025, contre 2,9 milliards de dollars sur l'ensemble de 2024. Après une baisse équivalant à 1,4 mois d'importations en 2024, les réserves de change, estimées à 15 mois d'importations fin 2024, auraient continué de diminuer au cours du premier semestre 2025.

Les importations tirées par l'investissement, notamment celles de machines, se sont accélérées, tandis que les recettes d'exportation se sont contractées. La demande générée par la forte croissance de l'investissement a été largement satisfaite par les importations. Les importations de biens ont augmenté de 24,8 % au premier semestre 2025, portées principalement par les machines, les équipements de transport et les biens manufacturés. Du côté des exportations, les recettes d'hydrocarbures ont

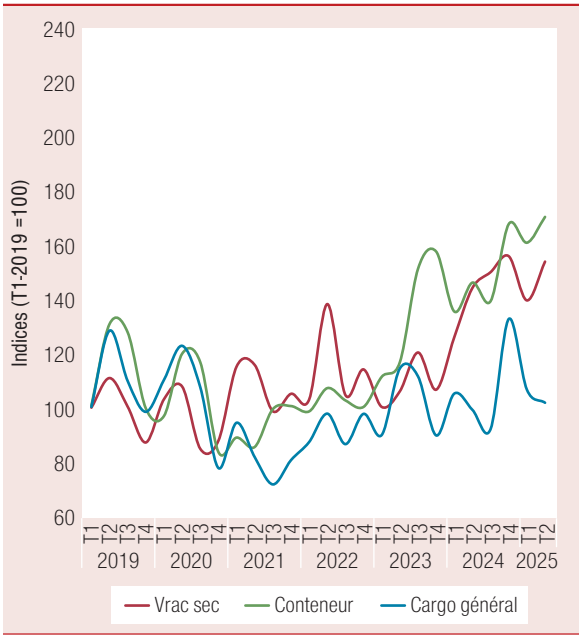
[11] L'écart s'est creusé entre les prix du pétrole et du gaz, les prix du gaz naturel ayant fortement augmenté à la suite de la renégociation des contrats à long terme. *Sonatrach va signer de nouveaux accords pour la révision des prix des exportations de gaz*. L'expression (3 juillet, 2022).

FIGURE 13 • Les données de suivi maritime indiquent que les volumes d'exportation demeurent faibles…



Source : Fonds monétaire international (FMI).

FIGURE 14 • …tandis que l'expansion des importations s'est poursuivie



Source : FMI.

reculé sous l'effet de la baisse des prix et des volumes exportés, tandis que le volume des exportations hors hydrocarbures a augmenté de 8,6 % en glissement annuel au premier semestre 2025. Cette hausse a été aussi portée par la progression des prix à l'exportation de 3,0 %, entrainant une reprise de 11,8 % en valeur sur un an. Les données issues du système d'identification automatique (AIS), qui suit les navires entrants et sortants des ports algériens, suggèrent que les importations ont continué de croître rapidement au deuxième trimestre 2025.

Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024 sous l'effet de la contraction des recettes d'hydrocarbures et a été en grande partie financé par les économies pétrolières

Le déficit budgétaire s'est fortement aggravé en 2024 en raison de la baisse des recettes issues des hydrocarbures. En 2023, la forte hausse des dépenses publiques n'avait été que partiellement compensée par l'augmentation des recettes d'hydrocarbures, entraînant un creusement du déficit budgétaire de 3,0 % à 5,5 % du PIB. En 2024, les dépenses publiques se sont stabilisées autour de 37 % du PIB, mais les recettes d'hydrocarbures ont fortement reculé, passant de 19,1 % à 11,1 % du PIB, provoquant une détérioration marquée du déficit budgétaire à 13,8 % du PIB, soit son niveau le plus élevé depuis 2015. Le déficit budgétaire hors hydrocarbures s'est établi à 24,8 % du PIB, tandis que le déficit structurel estimé a atteint 10 % du PIB, révélant une sensibilité du cadre budgétaire, encore fortement exposé aux fluctuations des prix des hydrocarbures.

La dette publique n'a augmenté que modérément en 2024, malgré l'ampleur du déficit budgétaire, grâce à l'utilisation des réserves issues des revenus pétroliers, qui a limité le recours à l'endettement. Le ratio de dette publique est passé légèrement de 47,7 % du PIB fin 2023 à 48,1 % fin 2024, les excédents antérieurs du Fonds de régulation des recettes (FRR) ayant permis de couvrir la majeure partie des besoins de financement, pour un montant total de 2 660 milliards de DZA (20 milliards d'USD), soit 7,4 % du PIB. La dette publique est quasiment entièrement détenue sur le marché domestique, à faibles taux d'intérêt effectifs et échéances longues, une part importante ayant été financée par

ENCADRÉ 2 : EFFORTS RÉCENTS DE NUMÉRISATION ET DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE

La Direction générale des impôts (DGI) a entrepris une modernisation en profondeur de sa structure organisationnelle et de son mode de gestion. Afin de mieux servir les contribuables, la DGI a mis en place, au début des années 2000, des unités spécialisées et décentralisées segmentées selon la taille des contribuables : la Direction des grandes entreprises (DGE) pour les grandes sociétés, les Centres des impôts (CDI) pour les entreprises de taille moyenne, et les Centres de proximité des impôts (CPI) pour les petits contribuables. Cette réorganisation marque un tournant majeur par rapport à l'ancien modèle, fondé sur les types d'impôts plutôt que sur la spécialisation par catégorie de contribuables. En 2021, la DGI a introduit une nouvelle structure centrale avec des divisions et directions fonctionnelles, avant d'adopter un modèle de gestion axé sur l'efficacité et la performance. L'objectif principal est de faire progresser les réformes planifiées et d'aligner l'administration fiscale sur les normes organisationnelles et managériales internationales.

La numérisation de l'administration fiscale a franchi une étape majeure avec le déploiement des systèmes Jibaya'tic et Moussahama'tic. Depuis 2017, la DGI déploie progressivement son nouveau système d'information Jibaya'tic sur l'ensemble du territoire, permettant aux contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales en ligne. Dans les zones où les CDI et CPI ne sont pas encore opérationnels, les contribuables peuvent utiliser la plateforme Moussahama'tic pour déposer leurs déclarations et effectuer leurs paiements. Ces deux outils phares sont complétés par d'autres plateformes numériques simplifiant les services fiscaux, notamment un système d'immatriculation en ligne, une plateforme d'achat de vignettes automobiles "Qassimatouka", et une plateforme de paiement électronique des droits de timbre "Tabioukom". Au-delà de l'amélioration de la qualité du service rendu aux citoyens, en cohérence avec la stratégie nationale de transformation numérique, ces initiatives permettent à la DGI de réduire les coûts administratifs et d'accroître l'efficacité du recouvrement fiscal.

Le renforcement de la digitalisation des opérations fiscales, notamment à travers l'exploitation des données tierces, la facturation électronique et l'analyse avancée des données, offre un potentiel important pour renforcer la conformité, instaurer la confiance et orienter les politiques publiques. Des systèmes tels que Jibaya'tic génèrent des flux de données exploitables, fournissant aux services fiscaux des outils d'analyse avancés fondés sur des microdonnées internes et des informations issues de sources externes. Ces outils facilitent le suivi de la conformité, l'évaluation des risques et la prise de décision fondée sur des données probantes. Par ailleurs, l'interopérabilité des systèmes et la facturation électronique renforcent la transparence et réduisent les risques de non-conformité,[1] tandis que l'automatisation améliore l'efficacité administrative, simplifie les démarches fiscales et renforce la confiance des contribuables.

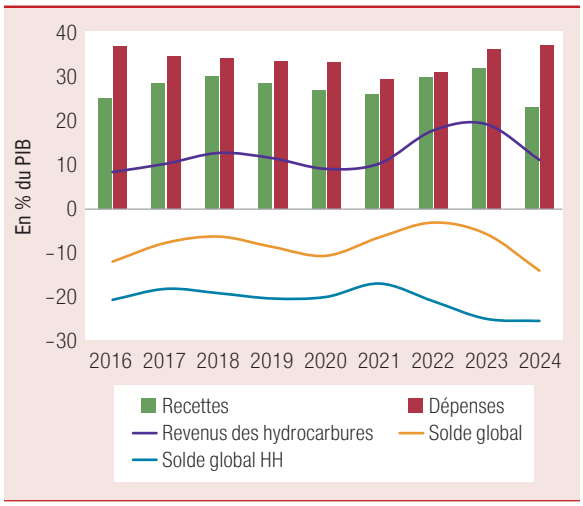
L'adoption d'une nouvelle stratégie de communication a également favorisé l'utilisation accrue des médias de masse et des technologies modernes de l'information. S'appuyant sur les recommandations de la Conférence nationale sur la réforme fiscale de 2020 et sur les nouvelles missions de la Direction de la communication et des relations publiques, la DGI a mis en œuvre une approche de communication intégrée visant à toucher un public plus large. Les médias de masse, notamment la radio et la télévision, sont désormais utilisés pour des campagnes d'information régulières. Le lancement d'un nouveau site web en 2024 a offert une plateforme moderne facilitant l'accès à l'information fiscale, adaptée aux différents profils d'usagers. Parallèlement, l'usage actif des réseaux sociaux tels que Facebook et LinkedIn a permis d'améliorer la diffusion de l'information et de renforcer l'interaction avec le public. Ces actions sont complétées par des consultations régulières avec les associations professionnelles, des séminaires sur les évolutions législatives et réglementaires, ainsi que des journées portes ouvertes, contribuant à accroître la transparence et la confiance.

Des évolutions législatives et réglementaires majeures ont également été introduites pour renforcer la transparence et réduire les risques de non-conformité dans les secteurs clés et parmi les segments de contribuables à risque. La Loi de finances complémentaire 2023 a apporté des modifications substantielles à la réglementation des prix de transfert, redéfinissant le champ d'application des entreprises concernées, renforçant les exigences de reporting et durcissant les mesures de contrôle. Des secteurs particulièrement exposés à la fraude et à l'évasion fiscale, tels que le tabac et les métaux précieux, ont fait l'objet d'une attention spécifique. Parallèlement, la coopération internationale en matière fiscale s'est intensifiée. En adhérant au Forum mondial sur la transparence en 2021 et en signant en 2024 à la fois l'Instrument multilatéral (IM) pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales et la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, la DGI a réaffirmé son engagement envers des solutions multilatérales. Dans ce cadre, le Cadre inclusif sur le BEPS (érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) peut davantage soutenir les efforts de l'Algérie pour lutter contre ces pratiques.

[1] L'Algérie ne dispose pas encore d›un système de facturation électronique.

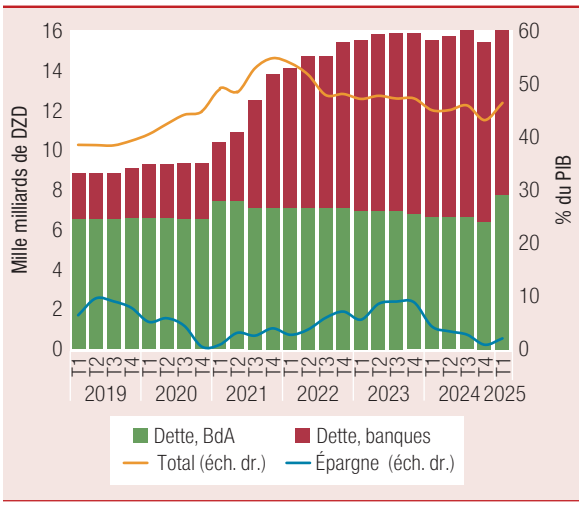
la Banque d'Algérie dans le cadre du programme de financement monétaire 2017–2019 et du programme spécial de refinancement 2021–2022. Le taux effectif de la dette publique s'élevait à 2,5 %, soit un taux d'intérêt réel effectif négatif. Néanmoins, le niveau élevé de dette domestique non orientée vers le marché a pour effet de ralentir le financement du secteur privé, limitant ainsi la capacité du système financier à soutenir l'investissement productif.

FIGURE 15 • Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2024 sous l'effet de la contraction des recettes issues des hydrocarbures…



Source : Ministère des Finances, ONS et estimations de la BM.

FIGURE 16 • …mais il a été financé grâce aux réserves issues des revenus pétroliers, et la dette publique n'a augmenté que modérément



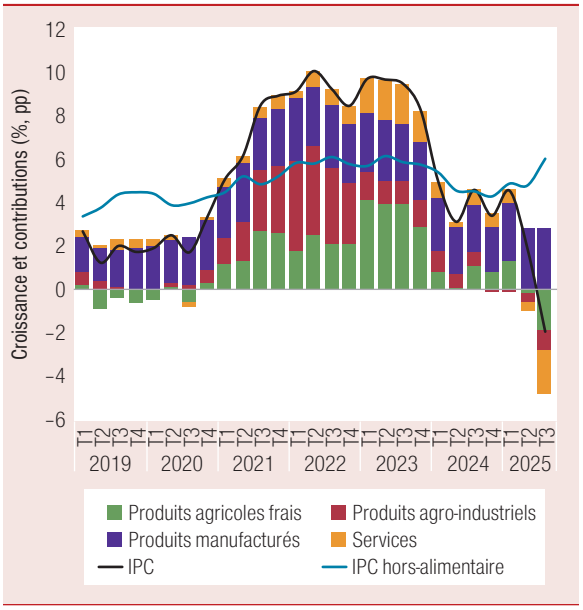
Source : FMI et la BM.

Portée par la baisse des prix des produits alimentaires, l'inflation a poursuivi sa décélération aux neuf premiers mois de l'année 2025

La baisse des prix des produits alimentaires frais a continué de soutenir la décélération de l'inflation aux neuf premiers mois de l'année 2025, l'inflation globale atteignant 1,7 % en glissement annuel. Après avoir amorcé une hausse en 2021 (7,2 %), puis s'être accélérée en 2022 (9,3 %) et stabilisée en 2023 (9,3 %), l'inflation a nettement ralenti en 2024 (4,0 %). La désinflation alimentaire, passée de 13,3 % en 2023 à 3,3 % en 2024, a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, notamment parmi les catégories à revenu faible, pour lesquelles les produits alimentaires représentent plus de la moitié des dépenses. La tendance désinflationniste s'est poursuivie aux neuf premiers mois de l'année 2025, avec une inflation globale de 1,7 % en glissement annuel. Les prix alimentaires ont baissé de 1,7% en glissement annuel.

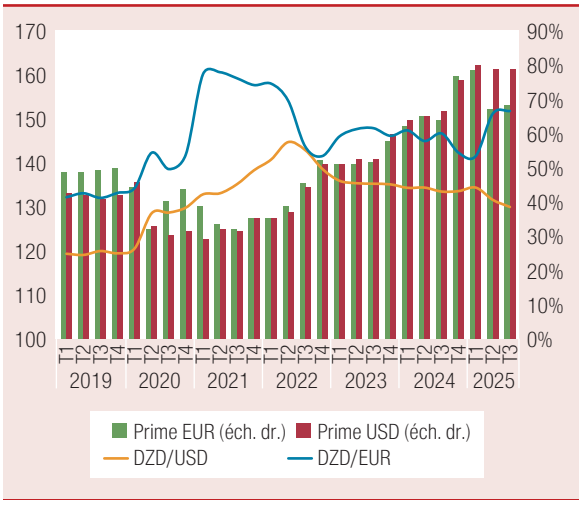
Le taux de change effectif réel s'est légèrement déprécié aux neuf premiers mois de l'année 2025, bien que la prime du marché informel se soit encore accrue. Après plus d'une décennie de dépréciation du taux de change, la Banque d'Algérie a soutenu une appréciation de 6,6 % du dinar par rapport au dollar américain entre juillet et décembre 2022 afin d'atténuer l'inflation importée, avant de maintenir la stabilité du taux officiel depuis le début de 2023. Au cours des neuf premiers mois de 2025,

FIGURE 17 • L'inflation a poursuivi son ralentissement aux neuf premiers mois de l'année 2025



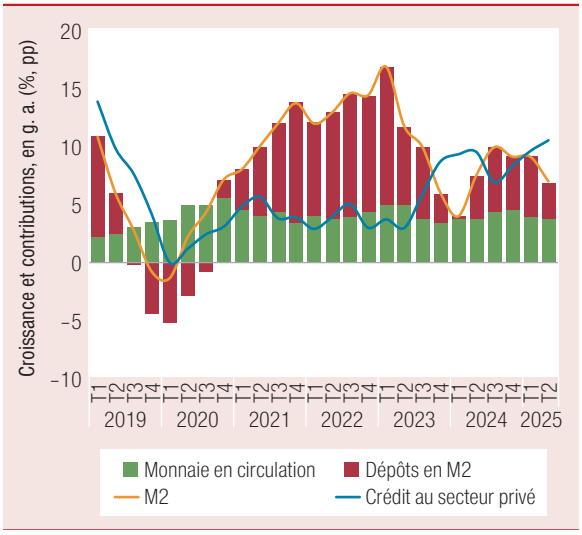
Source : ONS et estimations de la BM.

FIGURE 18 • Les taux de change sont restés stables, mais les primes du marché parallèle se sont accrues



Source : https://www.investing.com et estimations de la BM.

FIGURE 19 • La croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée.



Source : FMI et estimations de la BM.

le dinar s'est légèrement apprécié par rapport au dollar, passant de 136 DZD/US$ fin 2024 à 130 DZD/US$ fin septembre, mais s'est déprécié face à l'euro, passant de 140 DZD/euro fin 2024 à 152 DZD/euro fin septembre, ce qui s'est traduit par une légère dépréciation du taux de change effectif réel (TCER). Parallèlement, le taux de change sur le marché informel a poursuivi sa dépréciation, la prime estimée sur le dollar américain passant de 67,7 % en 2024 à 75,4 % sur les neuf premiers mois de 2025.

Le taux directeur a été abaissé pour la première fois en cinq ans. La Banque d'Algérie a réduit son taux directeur de 3 % à 2,75 % fin août, marquant la première modification depuis mai 2020. Le taux des réserves obligatoires a également été abaissé de 3 % à 2 %. La croissance de la masse monétaire a ralenti, tandis que la croissance du crédit est restée soutenue (+5,4 %) au premier semestre 2025.

2

PERSPECTIVES ET RISQUES

Une expansion soutenue hors hydrocarbures devrait se poursuivre en 2025 et 2026

En 2025, la croissance devrait s'accélérer légèrement, portée par la vigueur des secteurs hors hydrocarbures. Dans le scénario de référence, la croissance du PIB atteindrait 3,8 %, soutenue par le dynamisme des activités non liées aux hydrocarbures (+4,0 %) et par la reprise de la production d'hydrocarbures (+2,5 %) en ligne avec les hausses de quotas de l'OPEP amorcées en avril 2025. La croissance de l'investissement resterait dynamique, les investissements privés soutenus compensant la consolidation des dépenses publiques d'équipement. La demande générée serait en grande partie satisfaite par les importations, dont la croissance dépasserait celle des exportations, même si ces dernières commenceraient à se redresser grâce à la reprise progressive des exportations d'hydrocarbures. La consommation privée demeurerait robuste, portée par la hausse des salaires publics et un marché de l'emploi favorable, stimulant ainsi les secteurs des services. La production agricole resterait résiliente, les données météorologiques et satellitaires suggérant des rendements plus faibles à l'Ouest, mais plus élevés dans le Centre et notamment dans le Nord-Est.

La croissance devrait rester soutenue, bien que légèrement ralentie en 2026 et 2027, grâce à la vitalité des secteurs hors hydrocarbures et à la poursuite de la reprise de la production pétrolière et gazière. Une remontée progressive des quotas de l'OPEP est attendue jusqu'en 2026, avant une stabilisation de la production en 2027, dans un contexte où les prix du pétrole resteraient relativement modérés selon le scénario de référence. À moyen terme, les partenariats stratégiques déjà conclus pour l'exploration et le développement de nouveaux champs gaziers devraient renforcer la capacité d'exportation, bien que leurs effets ne se matérialisent qu'au-delà de l'horizon immédiat. Les dépenses publiques ralentiraient, en particulier en 2027, avec la mise en œuvre des mesures de consolidation budgétaire inscrites dans le cadre budgétaire à moyen terme du gouvernement, entraînant un ralentissement de la consommation et de la croissance de l'investissement.

Les déficits budgétaire et extérieur demeureraient élevés dans un contexte de prix des hydrocarbures relativement faibles

Le déficit du compte courant devrait se creuser sur l'ensemble de la période de projection, tandis que les réserves de change continueraient de diminuer progressivement. Dans le scénario de référence, les prix des hydrocarbures resteraient modérés au cours de la période, partiellement compensés par la reprise graduelle des quotas de production de l'OPEP jusqu'en 2026. Le déficit courant devrait ainsi se détériorer, les importations tirées par l'investissement progressant plus rapidement que les exportations d'hydrocarbures. En l'absence d'un ralentissement marqué des importations ou d'une hausse des prix des hydrocarbures, les réserves de change subiraient une érosion significative sur l'horizon de projection.

ENCADRÉ 3 : LA BUDGÉTISATION AXÉE SUR LA PERFORMANCE EN ALGÉRIE

La budgétisation axée sur la performance constitue une composante essentielle des réformes de la gestion des finances publiques (PBB). Cette réforme vise à assurer une allocation plus efficace des ressources, une meilleure lisibilité des priorités gouvernementales, ainsi qu'une transparence et une redevabilité soutenue tout au long du processus budgétaire. Cette approche marque une transition d'une culture de moyens vers une culture de résultats qui s'articule autour de certains aspects : (i) les budgets sont structurés autour de programmes de politiques publiques dont les résultats sont définis à l'avance et mesurés en fin d'exercice (ii) les ressources sont allouées en fonction de la performance attendue et de la capacité à atteindre les objectifs fixés (iii) les responsables sont tenues de rendre compte des résultats obtenus, ce qui renforce la transparence et la responsabilisation. Dans un contexte de contraintes budgétaires croissantes, une dynamique de réforme graduelle est déjà en cours dans plusieurs pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) comme la Jordanie, la Mauritanie et la Tunisie, où les systèmes budgétaires, historiquement centralisés et orientés vers les intrants, commencent à intégrer des logiques de performance en mettant en place des cadres de budgétisation par programme qui lient les ressources aux résultats, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité, la transparence et la crédibilité de la dépense publique.

Au cours des dernières années, l'Algérie a réalisé des avancées progressives dans la modernisation de la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur la performance des programmes conformément aux principes de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2018. L'élaboration de guides pratiques, la diffusion de notes méthodologiques et l'accompagnement méthodologique et technique auprès des ministères sectoriels ont facilité l'appropriation des nouvelles démarches de performance. Cette dynamique initiée en 2023, depuis l'entrée en vigueur effective de la LOLF, s'est traduite progressivement par la fixation d'objectifs clairs, la définition d'indicateurs de résultats et la mise en place d'outils de suivi et d'évaluation des programmes, renforçant la responsabilisation des gestionnaires publics et la transparence dans l'utilisation des fonds publics.

Ainsi, en 2024 puis en 2025, les notes d'orientations budgétaires ont introduit progressivement la notion de performance de manière explicite, en associant les programmes aux objectifs et résultats attendus. Cette évolution marque une transition vers une approche axée sur les résultats, où la planification budgétaire, le suivi et l'évaluation sont structurés autour de la performance, renforçant ainsi la responsabilité et la transparence dans l'utilisation des ressources publiques. Le document de cadrage relatif à la préparation de l'avant-projet de loi de finances et de budget de l'Etat pour 2026 (disponible sur le site officiel de la DGB) a mis l'accent sur la nécessité d'appliquer la démarche de performance, à travers les documents budgétaires, au niveau stratégique ou au niveau opérationnel. A ce titre, des orientations et instruments ont été partagés.

Des efforts restent à déployer en ce qui concerne l'application de la démarche de performance notamment, le renforcement des capacités et l'accompagnement des acteurs concernés et la conduite du changement.

L'évaluation de l'efficacité des programmes occupe désormais une place centrale, comme en témoigne la valorisation croissante des documents budgétaires annexés à la loi de finances. En 2025, le ministère des Finances a mis en avant des outils essentiels, qui jouent un rôle clé dans l'amélioration continue de la qualité de l'information budgétaire cadrée par les prévisions de réalisation des objectifs et des indicateurs de performance des portefeuilles de programmes et des programmes. L'enrichissement des documents budgétaires, tels que le Rapport sur les Priorités et la Planification et le Rapport ministériel de Rendements, par l'intégration de tableaux analytiques et d'éléments de suivi des engagements des responsables sectoriels, permet une meilleure cohérence entre les objectifs stratégiques des programmes et les résultats attendus. Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'esprit de la LOLF, en favorisant une gestion publique moderne, ouverte et orientée vers l'impact socio-économique et l'amélioration de la qualité des services publics.

La réforme de la structure organisationnelle du ministère des Finances, engagée en 2021 et 2024, a permis d'intégrer la notion de programme et de renforcer la cohérence entre les différentes directions et services. Cette réorganisation a constitué une étape essentielle concrétisant la mise en œuvre effective de la LOLF. La clarification des responsabilités et l'optimisation des processus internes ont préparé le terrain pour une gestion budgétaire plus moderne et transparente.

Le déficit budgétaire se réduirait légèrement en 2025 avant de rester élevé en 2026 et 2027. En 2025, le déficit se résorberait modestement grâce à un versement exceptionnel de dividendes par la Banque d'Algérie, malgré une légère baisse des recettes issues des hydrocarbures et une hausse modérée des dépenses en proportion du PIB. Dans un contexte de prix des hydrocarbures relativement bas selon le scénario de référence, et bien que les quotas de l'OPEP poursuivent leur reprise graduelle, les recettes pétrolières et gazières demeureraient stables en 2026 et 2027. En 2026, en l'absence d'un effort de consolidation budgétaire significatif ou d'une hausse des prix des hydrocarbures, le déficit se creuserait à nouveau, les dividendes élevés de la Banque d'Algérie en 2025 constituant un transfert ponctuel. En 2027, un effort modéré de consolidation budgétaire, prévu dans le cadre budgétaire à moyen terme du gouvernement, permettrait une légère réduction du déficit, qui demeurerait néanmoins à un niveau élevé. Les économies issues des hydrocarbures ayant été épuisées pour financer le déficit en 2024, la persistance de déficits élevés entraînerait une hausse rapide de la dette publique, laquelle atteindrait 71,2 % du PIB d'ici 2027. La quasi-totalité de cette dette resterait détenue localement, à longue maturité et à faible taux d'intérêt.

ENCADRÉ 4 : LE RÉGIME SIMPLIFIÉ DE L'IMPÔT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Institué en 2007, le régime de l'Impôt Forfaitaire Unique (IFU) vise à simplifier la fiscalité applicable aux personnes physiques et morales dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 8 millions de DZD (environ 60 000 USD américains). Couvrant à la fois l'impôt sur le revenu global (IRG) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'IFU réduit les coûts de conformité tout en élargissant l'assiette fiscale. Cet impôt est appliqué à un taux forfaitaire de 5 % sur les activités de biens et de 12 % sur les services, avec un minimum de versement de 30 000 DZD,[1] les entrepreneurs individuels bénéficient quant à eux d'un taux préférentiel de 0,5 %. Si un contribuable dépasse le seuil de chiffre d'affaires pendant deux années consécutives, il est tenu de basculer vers le régime fiscal réel. En l'absence de fraude ou de sous-déclaration, l'IFU peut entraîner des taux effectifs d'imposition sur les bénéfices relativement élevés, susceptibles d'inciter certains acteurs à rester dans l'informalité.

Le régime a fait l'objet de nombreuses réformes, avec un seuil de chiffre d'affaires ayant évolué de 3 millions de DZD en 2007 à 30 millions en 2015, puis réduit à 8 millions en 2022. Depuis 2016, l'IFU repose sur un système d'auto-évaluation, permettant aux contribuables de calculer et déclarer eux-mêmes leur impôt dû. La loi de finances pour 2025 a introduit plusieurs modifications, parmi lesquelles l'exclusion de certaines activités du champ de l'IFU, quel que soit le chiffre d'affaires, l'obligation de déclarer le revenu net via le formulaire G n°12 bis, et le relèvement du minimum d'imposition de 10 000 à 30 000 DZD (hors autoentrepreneurs). À compter du 1er janvier 2026, une nouvelle procédure contractuelle pour l'IFU sera mise en œuvre, visant à renforcer la transparence, élargir l'assiette fiscale et moderniser le dispositif.

L'IFU couvre un large nombre de contribuables, mais génère peu de recettes, ce qui souligne sa faible efficacité. Bien qu'il contribue à la formalisation de certaines petites entreprises, son rendement budgétaire demeure limité, soulevant des préoccupations en matière d'efficience, d'équité et de distorsions économiques. Le contrôle restreint du chiffre d'affaires déclaré et les faibles coûts de conformité rendent ce régime attractif, mais l'évasion fiscale et la sous-déclaration y sont probablement importantes. Les modifications fréquentes de la conception et de la gestion du régime ont par ailleurs créé une incertitude pour les contribuables, sans amélioration notable du recouvrement fiscal.

Les réformes devraient rechercher un équilibre entre simplification et équité. La conception de régimes simplifiés pour les petits contribuables demeure un enjeu complexe dans de nombreux pays, tandis que l'informalité reste un défi majeur pour le développement.[2] L'expérience internationale montre que la simplification de la structure fiscale et la réduction des coûts de conformité, combinées à des mesures administratives ciblant les secteurs informels, telles que la facturation électronique et les reçus numériques, s'avèrent plus efficaces que les mesures répressives ou les amnisties fiscales.

---

[1] La loi de finances pour 2025 a relevé le minimum d'imposition de 10 000 à 30 000 DZD, tandis que les entrepreneurs individuels conservent le seuil de 10 000 DZD. Cet ajustement vise à aligner le plancher fiscal sur le niveau minimal des cotisations de sécurité sociale.

[2] Hoy, Christopher Alexander ; De Gouvea Scot de Arruda, Thiago ; Oguso, Alex ; Custers, Anna ; Zalo, Daniel ; Doino, Ruggero ; Karver, Jonathan George ; Pillai, Nicolas Orgeira. *Compromis dans la conception des régimes fiscaux simplifiés : enseignements tirés de l'Afrique subsaharienne*. Document de travail sur les politiques de recherche de la Banque mondiale, n° 10909.

La volatilité des prix des hydrocarbures et la montée des tensions géopolitiques constituent des risques majeurs pour les perspectives économiques

Le retour des déficits jumeaux souligne la forte exposition de l'économie algérienne aux fluctuations des prix des hydrocarbures. Les variations récentes des cours du pétrole et du gaz naturel ont entraîné une détérioration rapide des soldes budgétaire et extérieur, révélant la sensibilité du cadre macroéconomique face à la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie. Les déséquilibres budgétaires et extérieurs devraient demeurer importants dans le scénario de référence, entraînant une hausse significative de la dette publique et une érosion continue des réserves de change. Une baisse des prix des hydrocarbures par rapport aux hypothèses du scénario de référence constituerait un risque majeur, en particulier pour le niveau des réserves extérieures. L'incertitude commerciale élevée et la détérioration du contexte géopolitique international accentuent encore ces risques pour les perspectives économiques.

Un cadre macroéconomique plus robuste permettrait de réduire la dépendance de l'économie algérienne à la volatilité des marchés mondiaux des hydrocarbures. Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, à travers des réformes fiscales et la modernisation continue de l'administration fiscale (voir Encadré 2), contribuerait à diversifier les sources de revenus publics. Le renforcement de la planification budgétaire à moyen terme, une meilleure gestion des recettes issues du pétrole et du gaz naturel, ainsi que l'adoption de règles budgétaires adaptées permettraient d'accroître la capacité de la politique budgétaire à stabiliser l'activité économique[12] tout au long du cycle et à limiter l'exposition aux chocs énergétiques.

La réussite de la transformation économique de l'Algérie dépendra de sa capacité à diversifier son économie et à stimuler une croissance tirée par le secteur privé. Pour y parvenir, il sera essentiel d'accélérer la création d'emplois dans le secteur privé et de garantir un développement inclusif et durable. Cette diversification exigera une discipline budgétaire accrue, un renforcement de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques, ainsi qu'un environnement plus attractif pour l'investissement étranger. Ces réformes permettraient de libérer le potentiel des secteurs porteurs, de soutenir la croissance des entreprises nationales et de stimuler les exportations hors hydrocarbures.

[12] Rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie – Automne 2023 : Poursuivre l'effort de diversification.

3

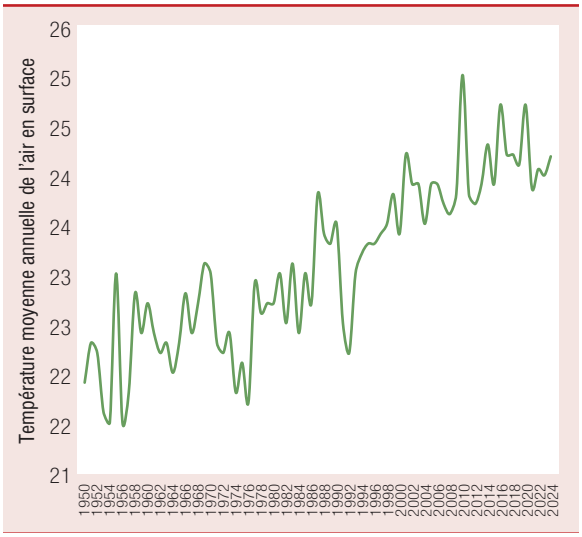
AGIR FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES ET AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les risques climatiques appellent une stratégie de développement axée sur la résilience et l'adaptation

La montée des risques liés au changement climatique, en particulier l'augmentation des températures et la baisse des précipitations, souligne la nécessité d'intégrer pleinement les considérations climatiques dans la stratégie de développement de l'Algérie. À court terme, la croissance reste sensible aux épisodes de sécheresse, lesquels influent sur la production agricole, les prix des produits alimentaires et les besoins d'importation du pays. Sur le plan structurel, l'Algérie fait face à une élévation durable des températures et à une diminution progressive des pluies, entraînant une aggravation de la rareté des ressources en eau. La température moyenne annuelle de l'air en surface, restée stable jusqu'en 1980 à 23,1 °C, a augmenté à 23,2 °C dans les années 1990, 23,9 °C dans les années 2000, puis 24,2 °C dans les années 2010. Les températures extrêmes, mesurées comme écarts à la moyenne, sont devenues beaucoup plus fréquentes. Les précipitations, qui atteignaient en moyenne 87 mm par an entre 2005 et 2009, puis 90 mm entre 2010 et 2014, ont reculé à 80 mm sur la période 2015–2019 et à seulement 60 mm entre 2020 et 2024, réduisant sensiblement la satisfaction hydrique des cultures, malgré les efforts considérables entrepris par le gouvernement pour faire face aux pénuries potentielles d'eau, notamment à travers le dessalement de l'eau de mer et le traitement des eaux usées. Les impacts du changement climatique varieront selon les régions : le secteur agricole et les travailleurs ruraux seront particulièrement touchés dans le Nord-Ouest et sur les Hautes Plaines, où la pression sur les ressources naturelles est déjà élevée.

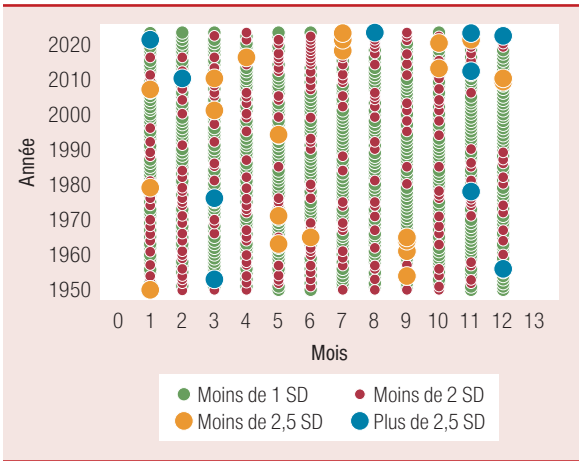
Les risques climatiques mettent en évidence l'importance de concevoir des politiques d'adaptation adéquates pour protéger la production, les entreprises et les ménages. Le développement d'une agriculture résiliente au climat et d'une gestion durable des ressources en eau, notamment à travers l'irrigation moderne, la réutilisation des eaux usées et l'introduction de cultures résistantes à la sécheresse, contribuerait à préserver les rendements agricoles. Des stratégies d'adaptation régionales pourraient articuler appui agricole, protection sociale et mécanismes d'assurance afin d'atténuer les effets économiques et sociaux des

FIGURE 20 • Les températures moyennes ont fortement augmenté au cours des dernières décennies en Algérie…



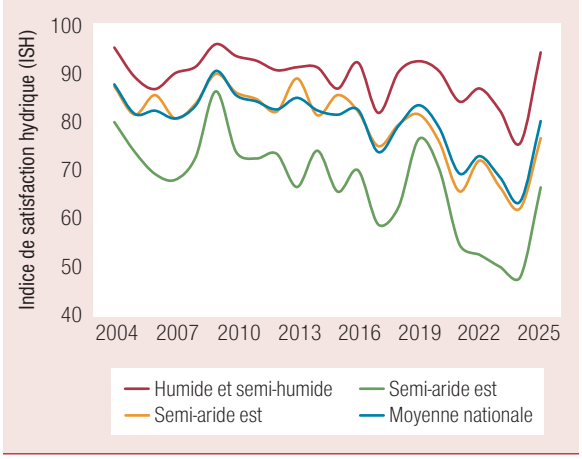
Source: Portail de la Banque mondiale sur le changement climatique pour les praticiens du développement et les décideurs politiques (WB-CCKP).

FIGURE 21 • …et les températures extrêmes sont devenues beaucoup plus fréquentes ces dernières années



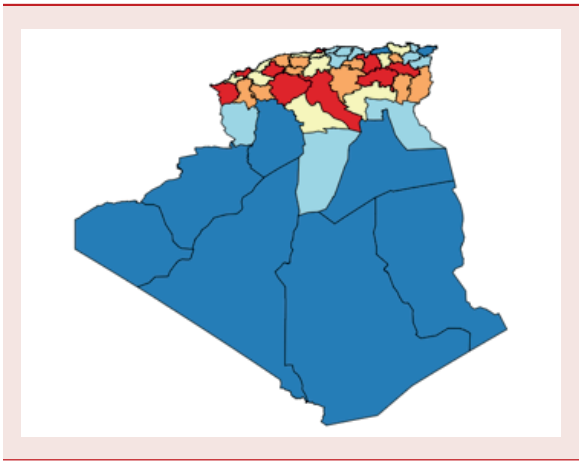
Source: WB-CCKP.
Note: Le graphique illustre l'évolution de l'intensité des événements correspondant au maximum des températures journalières entre 1951 et 2020. Chaque bulle représente un épisode climatique extrême exprimé en écarts-types (ET) par rapport à la moyenne mensuelle déterminée sur la climatologie de référence 1991–2020.

FIGURE 22 • La diminution des précipitations a entraîné une baisse du niveau de satisfaction hydrique des cultures…



Source : ASAP.
Note : La satisfaction hydrique est calculée pour chaque année entre le quatrième trimestre de l'année précédente et le deuxième trimestre de l'année de référence. Par exemple, les données pour 2024 couvrent les périodes T4-2023, T1-2024 et T2-2024.

FIGURE 23 • …et l'exposition aux épisodes de sécheresse touche principalement les populations du Nord

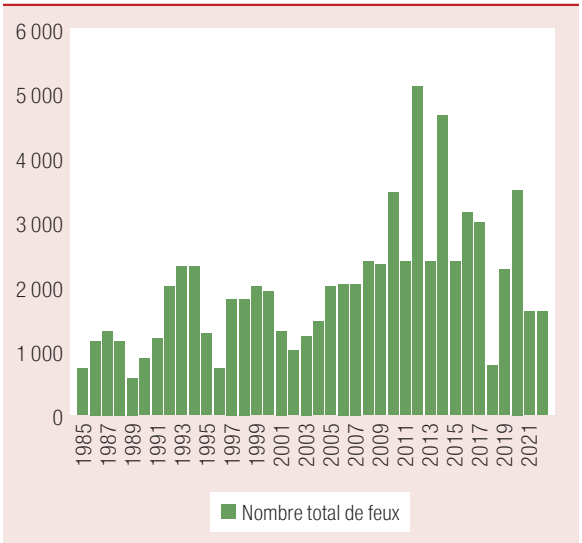


Source : Balasubramanian, C., Baquie, S., and Fuchs, A. (2024).
Note : La figure présente les quintiles des niveaux d'exposition.

chocs climatiques. Le renforcement des systèmes d'information, y compris la mise en place d'outils d'alerte précoce, permettrait d'orienter des réponses rapides face aux épisodes de sécheresse ou de chaleur extrême. Comme dans d'autres secteurs, la promotion de l'innovation et le développement, par le secteur privé, de technologies adaptées aux contraintes climatiques contribueraient à renforcer la résilience structurelle de l'économie tout en favorisant des gains de productivité durables.

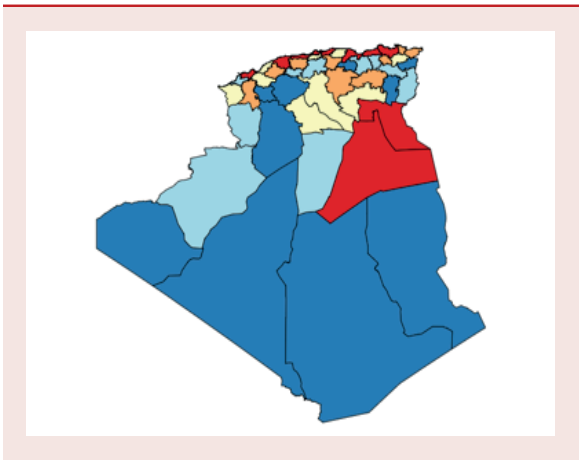
Un climat en mutation entraîne également des risques supplémentaires, tels que l'élévation du niveau de la mer, la recrudescence des inondations et des incendies de forêt, qui appellent des

FIGURE 24 • Le nombre d'incendies de forêt a augmenté…



Source : Banque mondiale (2023).

FIGURE 25 • …tandis que les inondations constituent également un risque, notamment dans les régions du Nord



Source : Balasubramanian, C., Baquie, S., and Fuchs, A. (2024).
Note : La figure présente les quintiles des niveaux d'exposition.

stratégies d'adaptation fondées sur les données climatiques. Selon les estimations, les inondations, les séismes et les incendies de forêt ont coûté à l'État environ 545 milliards de dinars au cours des quinze dernières années, dont près de 70 % consacrés à la gestion des inondations. Le Diagnostic de la gestion des risques en Algérie réalisé par la Banque mondiale, conjointement avec la Délégation nationale aux risques majeurs (DNRM), indique que les pertes potentielles liées aux catastrophes naturelles pourraient atteindre en moyenne 0,7 % du PIB par an dans les prochaines années, soit le double du coût historique moyen des catastrophes. Les zones urbaines densément peuplées du nord de l'Algérie, en pleine expansion, apparaissent particulièrement exposées aux aléas climatiques. Les coûts futurs associés à ces risques pourraient ainsi excéder de manière significative les dépenses historiques consacrées à la gestion des catastrophes.

L'adaptation des infrastructures, le développement de mécanismes de financement des risques de catastrophe et l'intégration des considérations climatiques dans le cadre budgétaire pourraient renforcer la capacité de l'économie algérienne à faire face à l'intensification des risques climatiques. L'investissement dans des infrastructures résilientes, la protection des zones à risque et le renforcement de la préparation face aux catastrophes constituent des priorités en matière d'adaptation. À la suite du séisme du 21 mai 2003, l'Algérie a instauré un dispositif de couverture des risques de catastrophes naturelles par le marché national de l'assurance et de la réassurance. Les risques couverts incluent les tremblements de terre, les inondations et coulées de boue, les tempêtes et vents violents, ainsi que les mouvements de terrain. L'élargissement supplémentaire des instruments de financement des risques de catastrophe et le développement d'un marché privé de l'assurance, idéalement appuyé par un programme public de réassurance, permettraient de réduire l'exposition globale aux risques et d'accélérer la reprise économique après les chocs. Dans le cadre du renforcement de la gouvernance budgétaire, l'intégration systématique des considérations climatiques, y compris l'évaluation des passifs contingents associés, contribuerait à une meilleure appréciation et à une gestion plus proactive des risques budgétaires.

La stratégie de croissance de l'Algérie devrait également tenir compte des efforts mondiaux de décarbonation

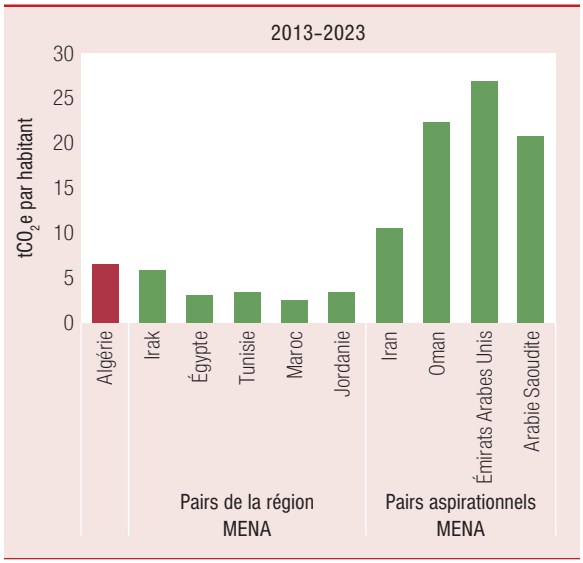
La transition climatique mondiale devrait entraîner une baisse structurelle de la consommation

d'hydrocarbures, réduisant la demande pour les exportations énergétiques Algériennes. Avec l'accélération de l'adoption des technologies propres et à haute efficacité énergétique, la demande mondiale en hydrocarbures devrait ralentir, en particulier dans les économies avancées d'Europe, principaux partenaires commerciaux de l'Algérie. Selon les projections internationales, la demande mondiale de pétrole et de gaz atteindrait un pic d'ici 2030[13] avant de décliner progressivement, tandis que l'offre mondiale de pétrole continuerait de croître, notamment dans les pays producteurs non-membres de l'OPEP. Cette dynamique devrait se traduire par des prix des hydrocarbures structurellement plus faibles, représentant un défi majeur pour le modèle économique de l'Algérie ainsi que pour ses équilibres externes et budgétaires, les hydrocarbures constituants plus de 90 % de la valeur totale de ses exportations de biens.

La décarbonation européenne devrait avoir un impact particulièrement marqué sur les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie. Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) mis en place par l'Union européenne imposera des droits additionnels sur plusieurs produits à forte intensité carbone importés dans l'UE, sauf s'ils ont déjà été soumis à une taxation équivalente avant exportation. À partir de 2026, le MACF s'appliquera notamment au ciment, au fer et à l'acier, à l'aluminium, aux engrais, à l'électricité et à l'hydrogène. Étant donné que les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie sont principalement concentrées dans les engrais, le fer et l'acier ainsi que le ciment, ce mécanisme devrait avoir des effets significatifs sur la compétitivité et les volumes d'exportation algériens.

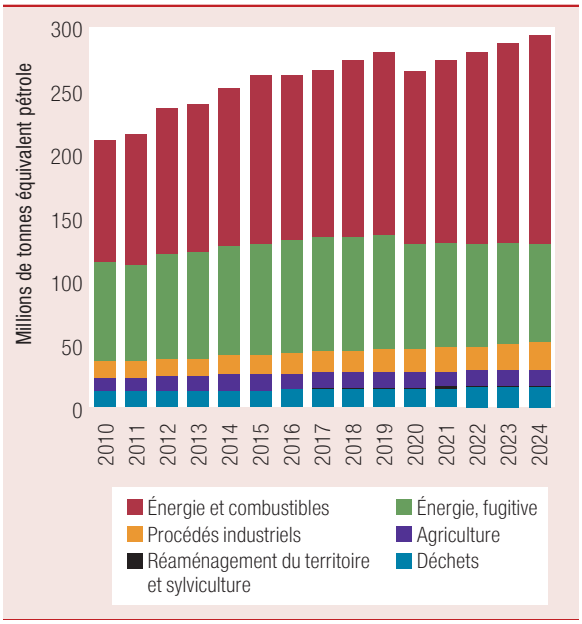
[13] Agence internationale de l'énergie (2024). World Energy Outlook 2024.

FIGURE 26 • Les émissions de l'Algérie sont supérieures à celles des autres pays d'Afrique du Nord, mais inférieures à celles des producteurs de pétrole de la région MENA…



Source : Our World in Data, estimations des services de la Banque mondiale.

FIGURE 27 • …malgré des hausses marquées accompagnant une croissance économique soutenue



Source : Our World in Data, estimations des équipes de la Banque mondiale.

La décarbonation des industries existantes, la réforme des subventions aux carburants et l'introduction d'une fiscalité carbone et le développement du secteur des énergies vertes constitueraient des priorités stratégiques. La transition écologique des industries à forte intensité carbone, telles que les engrais, le fer et l'acier ou le ciment, sera essentielle pour préserver l'accès des exportations algériennes au marché européen dans le cadre du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Cette transition pourrait être soutenue par des investissements dans des technologies de production plus propres, tandis que les subventions énergétiques faussant les prix et favorisant les modes de production intensifs en énergie pourraient être progressivement supprimées. L'introduction d'une fiscalité carbone en Algérie permettrait non seulement de réduire les coûts liés au MACF pour les exportations, mais aussi d'améliorer la mobilisation des recettes fiscales et d'élargir l'espace budgétaire. Par ailleurs, l'Algérie dispose d'un potentiel considérable dans le domaine des énergies solaire et éolienne, ainsi que dans le développement d'exportations d'hydrogène vert vers l'Europe.

L'adoption de stratégies d'atténuation du changement climatique permettrait de répondre aux enjeux climatiques tout en générant des bénéfices pour la population algérienne. Les émissions de CO_2 par habitant en Algérie ont atteint en moyenne 6,4 tonnes équivalent CO_2 entre 2013 et 2023, un niveau supérieur à celui observé dans les autres pays d'Afrique du Nord, mais nettement inférieur à celui des principaux producteurs d'hydrocarbures de la région. La combustion d'énergie fossile constitue la principale source d'émissions, mais les émissions fugitives, notamment issues du torchage de gaz lors de l'extraction du pétrole brut, y contribuent également de manière significative. L'Algérie a engagé des efforts notables pour réduire ses émissions, en particulier depuis 2020, avec une diminution marquée de l'intensité du torchage observée en 2023 (voir encadré 5). L'intégration des considérations d'atténuation climatique dans la stratégie de développement économique permettrait à l'Algérie de participer à la réduction mondiale des gaz à effet de serre, tout en réduisant la pollution atmosphérique locale et en générant des gains de santé publique et de productivité pour sa population.

ENCADRÉ 5 : LA RÉDUCTION DU TORCHAGE DU GAZ EN ALGÉRIE

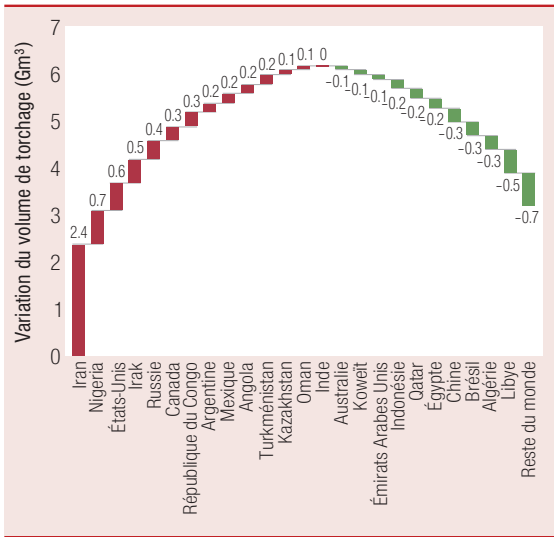
Le torchage du gaz consiste à brûler le gaz naturel excédentaire libéré lors de l'extraction du pétrole ou du gaz naturel. Cette pratique courante dans les puits de pétrole, les sites de production gazière et les raffineries est principalement utilisée pour des raisons de sécurité ou lorsque le gaz ne peut être capturé, traité ou transporté facilement. Lors de l'extraction du pétrole brut, le gaz naturel apparaît souvent comme un sous-produit. Lorsque sa récupération ou son stockage n'est pas économiquement viable, il est brûlé sur place. Le torchage permet ainsi d'éviter l'accumulation de gaz susceptible de créer des risques d'explosion ou des conditions dangereuses, tout en contribuant à réguler la pression dans les puits pétroliers. Cependant, si cette pratique réduit les risques immédiats, elle a des conséquences environnementales importantes : la combustion du gaz libère du dioxyde de carbone (CO_2) et d'autres polluants atmosphériques, contribuant aux émissions de gaz à effet de serre et au changement climatique, tout en gaspillant une ressource énergétique précieuse. Ces dernières années, des efforts accrus ont été déployés pour réduire le torchage grâce à la mise en place d'infrastructures de récupération et de valorisation du gaz. Plusieurs pays ont adopté des réglementations strictes pour limiter ou éliminer cette pratique, incitant les entreprises à réutiliser le gaz plutôt qu'à le brûler.

Alors que le torchage du gaz a augmenté à l'échelle mondiale en 2023, l'Algérie a enregistré des progrès notables. Le volume de gaz torché y a diminué de 5 %, et l'intensité de torchage, quantité de gaz brûlée par unité de production, a baissé de 3 %, faisant de l'Algérie le pays leader mondial en matière de réduction du torchage en 2023. Depuis 2020, Sonatrach a mis en œuvre plusieurs projets de récupération du gaz torché à Hassi Messaoud, le plus grand champ pétrolier du pays. En 2023, la société a étendu ces initiatives à d'autres gisements, notamment à Tiguentourine, Ohanet et Tin-Fouye-Tabankort, où les nouveaux projets devraient entraîner de nouvelles réductions des volumes de gaz torché.

(suite à la page suivante)

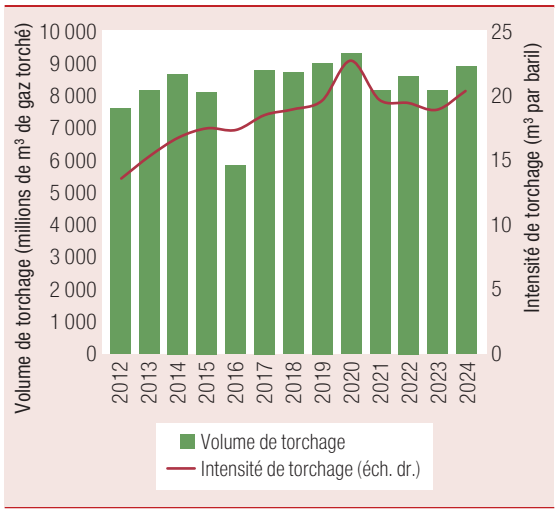
ENCADRÉ 5 : LA RÉDUCTION DU TORCHAGE DU GAZ EN ALGÉRIE *(suite)*

FIGURE 28 • L'Algérie a enregistré en 2024 la deuxième plus forte réduction mondiale du torchage de gaz...



Source : Partenariat mondial de la Banque mondiale pour la réduction du torchage et du méthane.

FIGURE 29 • ...résultant à la fois d'une baisse de la production et d'une diminution de l'intensité du torchage



Source : Partenariat mondial de la Banque mondiale pour la réduction du torchage et du méthane.

TABLEAU DES INDICATEURS

	2021	2022	2023	2024e	2025f	2026f	2027f
Production et prix	(En pourcentage, sauf indication contraire)						
PIB réel	3.8	3.6	4.1	3.7	3.8	3.5	3.3
Hors hydrocarbures	2.5	4.4	4.3	4.8	4.0	3.6	3.5
Hydrocarbures	17.1	−0.2	3.6	−1.3	2.5	3.2	2.0
PIB réel par habitant	2.1	2.0	2.6	2.3	2.4	2.2	2.1
Indice des prix à la consommation (moyenne de la période)	7.2	9.3	9.3	4.0	2.8	3.4	3.7
PIB (en milliards de dollars)	186.2	225.6	247.9	269.3	281.2	298.6	316.3
PIB par habitant (USD)	4456.7	4544.5	4660.4	4765.7	4881.9	4991.7	5095.7
Production de pétrole brut (en milliers de barils par jour)	908.4	1016.2	977.1	909.8	934.2	990.5	1007.0
Production de gaz naturel (milliards de m^3)	102.8	99.2	104.9	98.4	101.1	103.1	105.0
Secteur extérieur	(En pourcentage de PIB. sauf indication contraire)						
Compte courant	−2.4	8.6	2.6	−1.1	−6.0	−7.8	−8.3
Balance commerciale	−1.3	10.0	3.4	−0.5	−5.4	−7.2	−7.7
Exportations de biens et de services	22.5	30.7	24.0	19.8	17.3	16.1	16.1
Exportations d'hydrocarbures	18.5	26.2	19.8	17.0	14.2	12.9	13.1
Exportations hors hydrocarbures	4.0	4.5	4.2	2.8	3.1	3.2	3.1
Importations de biens et de services	23.8	20.7	20.6	20.2	22.7	23.3	23.8
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	12.3	15.7	16.4	15.0			
Taux de change (dinar algérien pour USD ; moyenne de la période)	135.1	142.0	135.8	134.1	131.9	132.5	136.3
Prix à l'exportation du mélange Sahara (USD/baril)	72.3	103.8	83.5	81.7			
Finances de l'administration centrale	(En pourcentage de PIB. sauf indication contraire)						
Recettes et subventions gouvernementales	26.2	29.7	31.9	23.0	24.6	23.3	22.9
Revenus des hydrocarbures[1]	10.4	17.7	19.1	11.1	10.3	10.7	10.2
Revenus hors hydrocarbures	15.9	12.1	12.8	11.9	14.2	12.6	12.6
Dépenses	32.5	32.7	37.4	36.8	37.7	36.9	34.8
Dépenses courantes	21.9	24.9	27.5	27.5	28.6	28.1	26.5
Dépenses de capital	7.7	6.1	8.6	9.2	8.1	7.6	7.0
Solde des comptes spéciaux et interventions	3.0	1.7	1.3	0.1	1.0	1.2	1.3
Solde budgétaire global[2]	−6.3	−3.0	−5.5	−13.8	−13.1	−13.6	−12.0
Solde budgétaire global primaire[3]	−5.7	−1.8	−4.3	−12.7	−10.4	−12.7	−10.8
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	−16.7	−20.6	−24.6	−24.8	−23.4	−24.3	−22.2
Dette totale de l'administration centrale	55.2	48.1	47.7	48.1	58.0	66.2	71.2
Dette intérieure	54.6	47.6	47.3	47.8	57.8	66.1	71.1
Dette extérieure	0.6	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.1

[1] Comprend les dividendes de Sonatrach et les revenus des hydrocarbures reversés au fonds d'épargne pétrolière.
[2] Comprend le solde du compte spécial et les interventions de trésorerie.
[3] Le solde budgétaire primaire n'inclut pas les dividendes de la Banque d'Algérie.
Note : Prévision en date du 30 septembre 2025.

ANNEXE 1 : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Printemps 2025 : « Accélérer les gains de productivité pour une croissance diversifiée et résiliente »

L'analyse des tendances de productivité dans les différents secteurs offre des pistes de réflexion pour accélérer la transformation structurelle de l'économie algérienne. Le modèle de croissance tiré par la dépense publique a été le fer de lance d'importantes réalisations économiques et sociales dans les années 2000, avant un ralentissement durant la dernière décennie alors que le rythme de croissance des dépenses devenait insoutenable. Ce faisant, ce modèle de croissance a orienté l'emploi dans des secteurs à faible valeur ajoutée, notamment les services non commerciaux et la construction. Par ailleurs, une analyse comparative de la productivité algérienne suggère une performance hétérogène, la forte dynamique dans le secteur agricole contrastant avec des gains limités dans le secteur manufacturier. Ainsi, l'accélération de la croissance pourrait être réalisée grâce, d'une part, à des gains accrus de productivité dans les secteurs manufacturiers et des services, et, d'autre part, à une réallocation graduelle de l'emploi vers les secteurs à haute valeur ajoutée, qui irait de pair avec un rééquilibrage progressif des dépenses publiques. Une telle transformation de l'économie appelle des politiques transversales et sectorielles ciblées pour soutenir la croissance et l'emploi dans le secteur privé, tout en outillant les travailleurs avec les compétences nécessaires.

Automne 2024 : « Dynamique des exportations hors hydrocarbures en Algérie »

Les exportations de biens hors hydrocarbures représentent 2 % du PIB en 2023, après avoir triplé depuis 2017. Ces exportations sont concentrées sur un nombre restreint de produits, tels que les engrais, les produits sidérurgiques et le ciment, ainsi que sur quelques marchés partenaires. Une part importante de ces exportations repose sur des intrants subventionnés. La proximité géographique de l'Algérie avec l'Union européenne constitue un avantage logistique pour le développement de nouveaux débouchés. La productivité des entreprises publiques et privées, les politiques commerciales, le climat des affaires et le taux de change influencent les performances à l'export. L'accès aux marchés internationaux est également lié à l'évolution des standards

environnementaux, notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) mis en place par l'Union européenne. Ces facteurs permettent d'identifier les marges d'action pour accompagner la progression des exportations hors-hydrocarbures

Printemps 2024 : « Suivi en temps réel de l'évolution économique en Algérie a l'aide de sources de données alternatives »

Les nouveaux développements de la recherche sur les mégadonnées permettent de suivre immédiatement les tendances économiques à des niveaux géographiques désagrégés. Les données satellitaires sont disponibles avec un court décalage et sont très désagrégées dans le temps et dans l'espace. En estimant la relation entre ces données alternatives et les comptes nationaux au cours des dernières années, ils peuvent aider à produire en temps opportun des estimations de production géographiquement désagrégées. Les données sur l'éclairage nocturne permettent d'estimer de manière fiable le PIB lié aux hydrocarbures et aux non-hydrocarbures. Les données satellitaires sur la météo et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole. Les données sur les navires et leurs marchandises à l'arrivée et au départ des ports saisissent les importations et les exportations en temps voulu.

Automne 2023 : « Analyses des finances publiques de l'Algérie »

Les finances publiques de l'Algérie ont été très réactives aux prix du pétrole et du gaz au cours des deux dernières décennies, leur chute entraînant des augmentations du déficit budgétaire. Après avoir enregistré un excédent budgétaire important entre 2000 et 2008, celui-ci s'est transformé en léger déficit budgétaire après la chute des prix du pétrole pendant la récession de 2009, déficit qui s'est creusé après l'effondrement des prix du pétrole en 2014–2015. Les fonds accumulés dans le Fonds de régulation des recettes ont été presque épuisés en 2017, ce qui a coïncidé avec une forte augmentation de la dette publique dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017–2019, représentant 32 % du PIB de 2019, et du programme spécial de refinancement de 2021–2022. En 2022, les niveaux de la dette publique ont diminué pour la première fois en dix ans, alors que les prix du pétrole et du gaz ont augmenté et que le déficit budgétaire s'est considérablement réduit.

Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique. La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les

importations. L'effet d'entrainement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction et les services non-marchands semblent.

Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50 % entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5 % sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88 % de la variation des prix du gaz naturel exporté.

Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40 % de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

Automne 2021 : « Évolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus vulnérables ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés,

surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

BIBLIOGRAPHIE

Algérie Presse Service

- “Lancement de grands projets pour renforcer la sécurité hydrique. Souligne la poursuite des investissements publics dans les infrastructures d’irrigation et les programmes d’irrigation d’appoint. ” (4 avril 2025). *https://www.aps.dz/en/economy/56904-thanks-to-major-projects-decided-by-president-tebboune-algeria-is-making-steady-progress-towards-water-security*.
- “Electricité : nouveau pic de consommation enregistré. ” (30 octobre 2024). *https://www.aps.dz/societe/189665-electricite-nouveau-pic-de-consommation-enregistre*.

Agence internationale de l’énergie

- IEA (2024). *World Energy Outlook 2024. https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2024.*

Banque d’Algérie

- Rapport annuel 2024 sur l’évolution économique et monétaire. *https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2025/09/Rapport-2024-fr.pdf.*

Banque mondiale

- Rapport de suivi de la situation économique de l’Algérie– Automne 2023 : Poursuivre l’effort de diversification. *https://documents1.worldbank.org/curated/en/099520510252314260/pdf/IDU0008f010d06b2704f6e089d408448b4c37541.pdf.*
- Hoy, Christopher Alexander ; De Gouvea Scot de Arruda, Thiago ; Oguso, Alex ; Custers, Anna ; Zalo, Daniel ; Doino, Ruggero ; Karver, Jonathan George ; Pillai, Nicolas Orgeira. *Compromis dans la conception des régimes fiscaux simplifiés : enseignements tirés de l’Afrique subsaharienne*. Document de travail sur les politiques de recherche de la Banque mondiale, n° 10909.2024.
- Balasubramanian, Chitra ; Sandra Baquie ; Alan Fuchs. *Risque climatique et pauvreté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*. Document de travail sur les politiques de recherche de la Banque mondiale, n° 11092. 2025.
- Note sur les forêts algériennes : gestion durable des forêts pour lutter contre les feux de forêts *https://documents1.worldbank.org/curated/en/099110823163530127/pdf/P1776690df4652080094ed07663fc864a5a.pdf.*

Chambre Algéro-Allemande d'Industrie et de Commerce

- Consommation d'énergie en Algérie pour 2024. (30 octobre, 2024). *https://algerien.ahk.de/fr/news/consommation-d-energie-en-algerie-pour-2024.*

Commission européenne

- Quarterly report on European gas markets Volume 18 Issue 1. *https://energy.ec.europa.eu/news/quarterly-reports-confirm-continued-electricity-and-gas-market-resilience-2025-03-31_en.*

Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA)

- Rapport annuel sur les céréales et les aliments. (24 mars 2025). *https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Grain+and+Feed+Annual_Algiers_Algeria_AG2025-0002.*
- Rapport annuel sur les céréales et les aliments. (24 mars 2025). https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Grain+and+Feed+Annual_Algiers_Algeria_AG2025-0002.

Energynews

- Algeria Targets Annual Gas Production of 200 billion m³ by 2030. (27mars, 2025) *https://energynews.pro/en/algeria-targets-annual-gas-production-of-200-billion-m%C2%B3-by-2030/.*

FAO

- Note de pays du GIEWS : Algérie. Indique que les précipitations abondantes de la fin du printemps ont amélioré les perspectives de production céréalière en 2025, en particulier dans l'Est et les régions côtières. *https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=DZA.*

L'expression

- "*Sonatrach va signer de nouveaux accords pour la révision des prix des exportations de gaz.* " (3 juillet, 2022). *https://lexpressiondz.com/index.php/info-en-continu/exportations-de-gaz-sonatrach-va-signer-de-nouveaux-accords-pour-la-revision-des-prix-331780.*

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

- Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché du pétrole. (November 2025). *https://www.opec.org/monthly-oil-market-report.html.*

Royal Elcano Institute

- Another round of Algerian gas for Europe. (17mars, 2025). *https://www.realinstitutoelcano.org/en/analyses/another-round-of-algerian-gas-for-europe/.*

Secrétariat général du gouvernement

- Loi de finances pour 2025. *https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2024/F2024084.pdf.*
- Ordonnance n°03-12. *https://www.joradp.dz/ftp/jo-francais/2003/f2003052.pdf.*

LA BANQUE MONDIALE
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433